

LA LÉGISLATION

CONCERNANT

LE TRAVAIL INDIGÈNE A MADAGASCAR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Juin 1932, à 14 heures

PAR

R. CHERRIER

Président : M. MAUNIER, *professeur*

<i>Suffragants</i>	{	MM. ROUAST NIBOYET	{	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-----------------------	---	--------------------

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON et Cie

160, RUE SAINT-JACQUES

Cherrier.

1



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.***

* 26566



PREMIERE PARTIE

LES DÉBUTS

(Période de 1896 à 1906)

SECTION I

Vers le travail libre

Le travail libre n'existait pas à Madagascar à l'époque de la royauté hova. L'esclavage, bien qu'adouci déjà par le premier ministre Rainilaiarivony, y subsistait encore. C'est lui qui fournissait la main-d'œuvre nécessaire aux cultures et aux exploitations. La traite venait à peine d'être abolie.

Il existait alors, en Emyrne, trois catégories de personnes : les Andriana ou nobles, les Hova ou hommes libres et les Andevo ou esclaves.

LE FANOMPOANA HOVA

La main-d'œuvre pour les travaux d'utilité publique, routes, chemins, digues, était fournie grâce au système du « fanompoana », système de corvées non rétribuées et indéfiniment renouvelables, auquel étaient astreints tous les « Merina », à l'exception des Andriana, des nobles. Les Hova se déchargeaient de leurs obligations personnelles sur leurs esclaves.

Le 6 août 1896, après la Chambre des députés, le Sénat votait l'annexion à la France de l'île de Madagascar, qui devenait colonie française.

Les suites ne s'en firent pas attendre. Le dernier acte du résident général Laroche, qui allait, le 28 septembre 1896, remettre ses pouvoirs au général Gallieni arrivant de France, fut de promulguer au *Journal officiel* de la colonie l'arrêté du 26 septembre 1896 portant abolition de l'esclavage à Madagascar. Il agissait là en exécution d'ordres reçus du gouvernement métropolitain.

C'était apporter dans la vie sociale et économique du pays un changement radical, qui pouvait être gros de conséquences. Il importait donc, par des mesures transitoires, d'empêcher de se jeter dans l'anarchie une colonie où régnait déjà l'insurrection. Il fallait, d'autre part, défendre les intérêts de nos colons établis dans le pays et non pas les combattre pour l'amour d'une formule.

Il était indispensable, après l'abolition de l'esclavage, de créer un régime provisoire, établissant certaines sujétions passagères et conciliant le mieux possible le principe de la liberté accordée aux indigènes avec la nécessité d'assurer notre prise de possession de l'île et d'y faciliter les premières installations de colons français. Ce régime a été celui de la prestation et de la réglementation du travail des indigènes.

LA PRESTATION

Ce fut l'objet de divers arrêtés et décisions : l'arrêté du 21 octobre 1896, organisant la prestation ;

celui du 17 décembre 1896, obligeant tout individu valide de 16 à 60 ans à justifier de ses moyens d'existence ou à prouver qu'il exerçait un métier ou une profession ; la circulaire du 30 juin 1897, sur l'obligation de cultiver les rizières.

Le premier de ces textes stipulait que tout habitant valide de 16 à 60 ans, à quelque classe de la société qu'il appartienne, serait appelé à fournir chaque année une prestation de cinquante jours au maximum pour le service des travaux publics ou militaires. Une indemnité de vivres fixée à 0 fr. 20 était allouée aux prestataires pour chaque journée de travail fournie.

Certaines catégories d'habitants : les fonctionnaires du gouvernement, certains dignitaires, les habitants au-dessus de 40 ans, étaient autorisés à racheter leur prestation à raison de 0 fr. 50 par jour.

Les listes d'assujettis étaient dressées dans chaque village par les mpiadidy ou chefs de quartiers.

La durée effective du travail était fixée à neuf heures par jour au maximum. Le temps nécessaire pour se rendre sur les chantiers distants de plus de 5 kilomètres de la demeure des prestataires était décompté à l'aller et au retour comme passé sur les chantiers.

L'arrêté du 17 décembre 1896, en même temps qu'il obligeait tous les individus valides de 16 à 60 ans à justifier de leurs moyens d'existence en prouvant qu'ils avaient un métier ou une profession, instituait le port d'une carte d'identité pour les commerçants et producteurs et d'un livret individuel pour les domestiques, ouvriers et porteurs.

Ces cartes et livrets étaient rigoureusement person-

nels et ne pouvaient être prêtés. Aux termes de l'article 7 de cet arrêté étaient réputés vagabonds et passibles d'un emprisonnement de 3 à 6 mois toutes personnes non munies d'une patente, d'une carte d'identité ou d'un livret individuel parfaitement à jour.

La circulaire du 21 juin 1897, elle, avait été provoquée par une hausse marquée du prix du riz. Non seulement elle prévoyait la location de toutes les rizières domaniales qui n'avaient pas encore été attribuées, mais encore elle envisageait l'intervention des fokon'olona ou assemblées de village. Le principe consistait à engager la responsabilité du fokon'olona qui devait répartir d'office entre les habitants présents les rizières qui n'auraient pas été mises en temps utile en culture. Cette répartition devait être faite moyennant une très faible rétribution au propriétaire. Les fokon'olona pouvaient punir leurs membres d'une amende en cas de non exécution de la tâche qui leur avait été assignée.

Tous ces textes n'avaient eu pour but que d'obliger les indigènes au travail et souvent plus dans un but de sécurité publique que dans un but véritablement économique. C'était l'organisation du travail obligatoire.

Malgré cela, à plusieurs reprises, les colons français établis dans les diverses parties de l'île avaient fait part au résident général des difficultés souvent insurmontables qu'ils éprouvaient à recruter la main-d'œuvre nécessaire à leurs exploitations. Les Malgaches de toutes races, indolents, paresseux, méfiants, nullement initiés à la loi de l'offre et de la demande du travail, se contentaient de produire ce qui était

indispensable à leurs besoins les plus stricts, et, peu soucieux, au début, d'améliorer leur condition misérable, mettaient peu d'empressement à s'engager au service des entreprises privées.

Envisagant l'intérêt supérieur de la colonie dont la direction lui avait été confiée et pour remédier à une situation exceptionnelle, malgré les grands besoins qu'imposait l'exécution des travaux publics, le général Gallieni, alors résident général, entreprit d'aider nos colons en mettant en vigueur une réglementation d'exception appropriée aux circonstances.

Ce fut d'abord l'arrêté du 3 août 1897 disposant que tout indigène ayant contracté un engagement d'un an auprès d'un colon serait exempté de la prestation. Puis, plus tard, ce fut l'arrêté du 29 octobre 1898 dispensant du service militaire les Malgaches ayant contracté, dans les mêmes conditions, des engagements de cinq ans. Ce furent enfin les deux arrêtés du 16 janvier 1900 réglementant le travail des indigènes engagés par les entreprises privées, d'une part, et par les services publics de la colonie, d'autre part.

L'idée principale, qui avait présidé à l'élaboration de ces nouveaux règlements, avait été d'engager les indigènes à travailler dans les entreprises européennes par la seule attribution d'avantages consistant en l'exemption de la demi-prestation.

Les deux arrêtés du 16 janvier 1900 instituaient un embryon de législation du travail. Aux termes de l'article 2, étaient réputés engagements de travail les conventions faites par des indigènes avec tout Européen ou assimilé, ayant pour objet le louage de services, d'ouvrage ou d'industrie.

Les contrats devaient stipuler la nature du travail à exécuter, le nombre de journées de travail par trimestre, sans qu'il puisse être inférieur à cinquante, le taux du salaire et les allocations en nature, la durée de l'engagement qui ne pouvait être supérieure à deux ans, la date de départ du contrat et le consentement des parties. Le contrat devait être visé à la diligence de l'employeur par le chef de la circonscription administrative ou son délégué.

Tenant compte du caractère et de l'état social du Malgache, auquel la loi naturelle du travail s'impose moins impérieusement qu'à l'Européen, le nouvel arrêté transformait en un fait punissable, c'est-à-dire en une atteinte à l'intérêt général, toute rupture injustifiée de son engagement par l'indigène. Des peines de un à cinq jours de prison et de un à quinze francs d'amendes étaient prévues contre l'engagé pour absence injustifiée, insubordination, inexécution du travail par refus, faute ou mauvais vouloir.

L'article 17 portait obligation pour l'employeur de justifier, à toute réquisition et sans délai, par la production de ses écritures, du travail fait par l'engagé, des salaires payés, des avances ou retenues faites. Cet article avait pour but de permettre à l'administration d'exercer un contrôle direct sur l'exécution régulière des contrats d'engagement et d'empêcher les abus dont certains engagistes se rendaient coupables.

La nouvelle réglementation n'était pas obligatoire. Tout employeur demeurait, en effet, libre de passer des contrats d'engagement écrits ou verbaux en dehors des prescriptions de cet arrêté. Mais ces contrats ne donnaient pas lieu à l'exemption de la demi-

prestation et étaient uniquement sanctionnés par les voies et moyens du droit commun.

Ces diverses mesures prises en faveur de la colonisation ont généralement produit les résultats que l'on pouvait en attendre.

« Plusieurs directeurs d'entreprises, menacés de la ruine, ont pu ainsi donner une impulsion nouvelle à leurs affaires et sortir à leur honneur de la situation critique où ils se trouvaient. Les commerçants de l'intérieur de l'île ont pu faire monter à bon compte les marchandises débarquées dans les ports de la côte. »

L'exploitation des mines d'or, surtout, a tiré du système de la demi-prestation les plus grands profits et a pu employer ainsi à des conditions très rémunératrices, bien qu'opérant sur des terrains de teneur aurifère assez faible, de nombreux ouvriers qu'il lui eût été difficile alors de se procurer par les moyens ordinaires.

Malheureusement, les mesures prises pour aider la colonisation européenne ont souvent donné lieu, dans la pratique, à de graves abus auxquels le bon renom de la colonie imposait de couper court.

Certains colons, profitant de la réglementation existante, qui dispensait les engagés du travail dû à la colonie, passèrent un grand nombre de contrats fictifs avec les indigènes, portant ainsi un grave préjudice à l'intérêt général et aux installations existantes auxquelles ils enlevaient un grand nombre de travailleurs qui ne pouvaient plus aller s'engager ailleurs.

D'autre part, la facilité avec laquelle l'administration pouvait, grâce au système de la prestation, se

procurer de la main-d'œuvre, a conduit souvent à entreprendre des travaux insuffisamment étudiés ou d'une utilité contestable.

Les fonctionnaires indigènes enfin, toujours enclins à exiger de leurs administrés des redevances illicites, « profitaient des convocations de prestataires soit pour les travaux publics, soit pour les entreprises privées, pour désigner de préférence ceux des habitants des villages qui leur refusaient ces rémunérations, et c'est pour se soustraire à ces obligations qu'un grand nombre d'indigènes contractaient avec des Européens des engagements fictifs dont le nombre était allé en croissant. Rien que pour l'Emyrne, c'est-à-dire dans la région où, en raison de la pauvreté du sol et de la rigueur de la température, les entreprises agricoles européennes sont les moins nombreuses, les moins importantes et les moins à recommander en principe aux colons, on comptait plus de 40.000 engagements. Le poids des prestations retombait toujours sur les mêmes, c'est-à-dire sur ceux qui n'avaient pas les ressources nécessaires pour se concilier les bonnes grâces de leur mpiadidy ou pour obtenir des engagements de complaisance. » (Circulaire d'envoi de l'arrêté du 31 décembre 1900.)

Malgré les résultats obtenus dans bien des cas, c'était donc la faillite du régime de la prestation. Il faut noter d'ailleurs à cette occasion que les mesures qui avaient été prises jusqu'ici, n'avaient jamais été considérées en haut lieu que comme un régime transitoire et par conséquent appelé à disparaître.

Aussi fut-on amené à supprimer le régime de la prestation et à instaurer le régime de la liberté stricte

du travail. Ce fut l'objet de l'arrêté du 31 décembre 1900.

LE RÉGIME DE LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

On estimait généralement alors à la Résidence générale que l'état social du pays, qui avait motivé précédemment l'organisation du travail obligatoire, s'était profondément modifié.

De nos écoles professionnelles étaient déjà sortis un grand nombre d'ouvriers spécialisés. Les entrepreneurs trouvaient facilement les maçons, tailleurs de pierre, charpentiers qui leur étaient nécessaires. Les goûts de confort et d'aisance, déjà entrés dans les mœurs et les habitudes des habitants, obligeaient ceux-ci au travail.

L'arrêté du 31 décembre 1900 supprimait le régime des prestations et portait augmentation de la taxe personnelle.

Inévitablement, la suppression de la prestation devait avoir une répercussion considérable sur le recrutement de la main-d'œuvre, le taux des salaires et, par voie de conséquence, sur la situation budgétaire de la colonie.

Dans une circulaire du 31 décembre 1900, le résident général donnait aux administrateurs les directives à suivre pour parer aux inconvénients qu'entraînerait l'absence de mesures permettant de passer aisément d'un régime à l'autre.

Le résident général spécifiait tout d'abord que « contrairement à ce qui s'était passé jusqu'à ce jour, le Malgache devait avoir la certitude qu'il pouvait

aller louer son travail à qui il voudrait. Il faut, disait-il, lui inculquer cette idée, qu'à ce point de vue, il ne dépend plus des autorités indigènes, des mpiadidy qui, actuellement, interviennent constamment soit pour le diriger sur les chantiers de nos travaux publics, soit pour le mettre à la disposition des colons qui ont sollicité l'intervention de l'administration pour se procurer de la main-d'œuvre indigène. Nous devons également le mettre en garde contre ces commandeurs indigènes qui se prétendent munis d'un mandat de l'administration et abusent de l'extrême crédulité des indigènes et vont souvent exercer ainsi des réquisitions illicites. » (Circulaire du 31 décembre 1900.)

Il fallait surtout parer à la hausse inévitable des salaires, hausse qui devait avoir sa répercussion sur le budget de la colonie en augmentant considérablement les dépenses du service des travaux publics. Il fallait trouver aussi des recettes nouvelles pour le paiement des ouvriers qui devaient remplacer sur les chantiers la main-d'œuvre prestataire à prix réduit que l'on employait auparavant.

Ce fut le motif de l'augmentation de la taxe personnelle. L'élévation de cette taxe avait le double avantage de ne porter aucune atteinte au principe du travail libre et, cependant, d'en imposer indirectement la nécessité aux Malgaches, en les obligeant à se procurer des ressources pour payer l'impôt. Le taux de cette taxe n'était d'ailleurs pas excessif.

En ce qui concerne l'exécution des travaux publics, le résident général décidait qu'ils seraient toujours exécutés à l'entreprise soit par des particuliers qui

auraient à se procurer eux-mêmes la main-d'œuvre nécessaire, soit par les fokon'olona ou corps de village qui, moyennant un prix débattu à l'avance, devraient se charger des travaux.

Quant aux entreprises privées, la circulaire précisait que l'intervention officielle ne devrait jamais se produire sous forme d'obligation ou de contrainte imposée aux indigènes, mais cependant qu'il était du devoir de l'administration de faciliter les transactions sur le travail en rapprochant l'offre de la demande, soit par la publicité, soit par les relations qu'elle entretient avec les fokon'olona.

Le résident général recommandait à ses subordonnés de sauvegarder, autant qu'il était en leur pouvoir, les intérêts des colons et de continuer à assurer l'avenir de leurs entreprises, disant « qu'ils devaient défendre au nom du bon sens les intérêts qui leur étaient confiés et non les combattre au nom du règlement ».

« Il nous faut constamment penser, écrivait-il, que, sous l'influence civilisatrice de nos colons de Madagascar, les villes et les campagnes se sont profondément transformées, les premières s'emplantissant d'activité, s'agrandissant de jour en jour, les secondes, au moins dans les régions de la côte Est, se couvrant d'une année à l'autre de cultures et de plantations nouvelles faites d'après nos méthodes européennes qui s'introduisent de plus en plus parmi les Malgaches.

» De tels résultats commandent notre sollicitude et nous font un véritable devoir de ne pas laisser périliter l'avenir de ceux auxquels ils sont dus pour une

bonne part. Si donc des difficultés doivent se produire pour le recrutement des travailleurs agricoles, des employés du commerce et de l'industrie, nous devons chercher autant que possible à les prévoir, à y remédier et, si possible, à en triompher complètement. » (Circulaire du 31 décembre 1900.)

En même temps que l'arrêté du 31 décembre 1900 portant suppression du régime de la prestation, paraissait un deuxième texte créant à Tananarive un « Office central du travail et des renseignements économiques », et dans chaque province, un « Office du travail ».

Ces offices avaient pour mission de fournir aux colons et exploitants tous les renseignements utiles sur les disponibilités et prix de la main-d'œuvre dans les différentes régions de l'île.

Ce deuxième arrêté autorisait, de plus, l'institution de courtiers indigènes de main-d'œuvre, qui, moyennant rétribution, serviraient d'intermédiaires entre les exploitants et les travailleurs indigènes et fourniraient aux premiers les ouvriers dont ils auraient besoin.

Avant toute opération de recrutement, ces intermédiaires devaient se munir d'un certificat du chef de la province où devait se faire le recrutement et indiquant :

- 1° Le nom de l'employeur ;
- 2° Les nom et domicile du recruteur ;
- 3° Le salaire du recruteur ;
- 4° Le nombre d'hommes à recruter.

Les demandes présentées par les recruteurs aux agents de l'administration devaient être communiquées aux populations indigènes.

L'administration supérieure poursuivait en même temps des négociations avec divers gouvernements extrême-orientaux pour l'introduction de main-d'œuvre étrangère et, particulièrement chinoise à Madagascar.

On ne pouvait cependant laisser le pays sans réglementation d'aucune sorte. Des mesures transitoires étaient nécessaires. Un arrêté du 7 mars 1901 vint édicter que les contrats d'engagements intervenus avant le 31 mars 1900 continueraient à produire leur plein et entier effet. Il maintint en même temps les sanctions pénales pour les conventions d'ouvrage admises au visa de l'administration et remplissant certaines conditions rigoureusement déterminées.

C'est ainsi que les nouveaux contrats consentis ne pouvaient être soumis au visa des chefs de circonscription territoriale qu'à la condition de stipuler la nature du travail à exécuter, le nombre des journées de travail à fournir, le taux ou les conditions du salaire, la durée de l'engagement et les clauses de résiliation prévues, ainsi que l'acceptation des parties.

Cet arrêté du 7 mars 1901 avait pour but essentiel d'assurer l'exécution des conventions consenties de bonne foi en considération de la dispense de la demi-prestation et dont la validité pouvait donner lieu à des contestations et à des difficultés du jour où, la prestation n'existant plus, le principal gage du contrat disparaissait du même coup. Il avait en outre pour objet de donner aux employeurs et aux employés des garanties réciproques en dehors du droit commun. Or, il est certain que ce texte n'a pas donné les ré-

sultats que l'Administration locale en attendait. Les contrats d'engagement soumis au visa administratif n'ont que très rarement, dans la pratique donné lieu à l'application de sanctions pénales. Il était donc prouvé ou que les sanctions pénales prévues n'offraient aucune utilité ou qu'elles étaient inefficaces.

« Mais, et c'est le plus sérieux grief que l'on puisse lui adresser, la réglementation actuelle a donné jour à des abus. D'une part, en effet, certains colons et communautés religieuses ont recherché le visa uniquement pour s'en servir comme d'un moyen d'action contre les indigènes, sans se préoccuper de remplir vis-à-vis de ceux-ci leurs propres engagements. D'autre part, les Malgaches eux-mêmes se sont souvent trompés sur la portée de cette formalité, comptant qu'elle devait leur procurer certains avantages et certaines immunités qui ne se rapportaient nullement à l'exécution de leurs contrats. » (Circulaire d'envoi de l'arrêté du 1^{er} janvier 1905.) Le visa obtenu ils croyaient que leur employeur pouvait les soustraire aux charges qui leur incombait, tels que les travaux de fokon'olona et les faire échapper à l'autorité des fonctionnaires indigènes, dont ils n'accomplissaient pas les ordres, créant ainsi des difficultés. Encouragés dans cette croyance erronée par des personnes peu scrupuleuses, qui leur promettaient une protection illusoire contre les exigences légales de l'Administration, il arrivait parfois que les indigènes recherchaient, par tous les moyens et même à prix d'argent, les engagements visés par l'autorité et passaient des contrats fictifs dont il était très difficile

de prouver le caractère délictueux et par suite de poursuivre l'annulation.

Pour éviter le retour de pareils abus, un arrêté en date du 1^{er} janvier 1905, supprimant la formalité du visa, vint replacer sous le régime du droit commun tous les contrats ayant pour objet le louage de services, d'ouvrage ou d'industrie.

En dehors de la transformation sociale certaine du pays, où l'on commençait à considérer le travail Comme une nécessité naturelle, il restait un puissant stimulant : l'impôt, qui, mieux que toutes les obligations directes, a l'avantage d'imposer à l'indigène la nécessité du travail en l'obligeant à se procurer des ressources pour l'acquitter. Il est de fait d'ailleurs que les impôts acquittés par les Malgaches ont toujours été proportionnellement fort élevés. A l'heure actuelle le travailleur paie dans les provinces centrales beaucoup plus de cent francs, à savoir :

Taxe personnelle : 60 fr.

Taxe d'assistance : 18 fr.

Rachat des prestations : 35 à 45 fr.

113 à 123 fr.

L'arrêté du 31 décembre 1900 portant création de « l'Office central du travail et des renseignements économiques » fut à son tour rapporté par un autre arrêté du 29 mars 1906. Après le retour au droit commun, cette mesure s'imposait.

Depuis la suppression de l'esclavage dans cette colonie en 1896, l'histoire de la législation du travail à Madagascar a donc été jusqu'en 1906 une évolution lente, mais certaine vers le principe de la liberté absolue du travail.

SECTION II.

Les travaux de fokon'olona

La prestation, le fanompoana hova, dont nous venons d'examiner les diverses transformations et finalement la suppression en 1900, n'était pas à l'origine la seule obligation des Malgaches. La prestation était due au gouvernement. Il existait à côté les corvées de fokon'olona.

La constitution des fokon'olona, c'est-à-dire des groupements indigènes par communauté comprenant un ou plusieurs villages, s'est opérée pendant la période comprise entre 1878 et 1889.

Les ministres, complètement absorbés par les affaires extérieures ou simplement préoccupés d'augmenter leurs revenus, se désintéressèrent complètement des affaires intérieures du pays et laissèrent aux habitants le soin de gérer eux-mêmes leurs intérêts.

Les collectivités indigènes, abandonnées à elles-mêmes et livrées à leur seule initiative, ne tardèrent pas, après bien des heurts et des difficultés, à imposer des mesures, qui prises dans un but de sauvegarde commune, devaient donner d'assez bons résultats.

Ainsi naquit l'institution du fokon'olona dont l'existence fut bientôt officiellement reconnue.

Le fokon'olona comprenait l'universalité des habitants de la communauté : hommes, femmes et enfants.

Par des conventions librement établies, il s'engageait à assurer la sécurité des personnes et des biens dans l'étendue de l'agglomération, l'entretien des sentiers, digues et canaux. Ces actes prévoyaient même des sanctions pénales à l'encontre de ceux des membres de la communauté qui transgresseraient les prescriptions édictées.

Le décret du 9 mai 1902 consacra dans un sens très libéral les institutions indigènes et précisa les droits et prérogatives des fokon'olona ainsi que leurs attributions et obligations. Celles-ci concernaient la police générale, la police rurale, la justice civile, la salubrité publique, l'assistance publique et la voirie.

Parmi ces obligations, certaines telles la garde de nuit, le transport des correspondances et surtout l'exécution des travaux de fokon'olona, étaient une lourde charge pour les habitants et pouvaient être considérées comme du « travail forcé ».

Les travaux de voirie constituaient la plus pénible de ces obligations.

Ces travaux pouvaient se diviser en trois catégories différentes :

1° Conservation et entretien des chemins et plantations d'arbres le long des routes, propreté des villages;

2° Construction, conservation, entretien et réparation des digues, canaux d'irrigation des rizières, prises d'eau, puits et fontaines publics;

3° Création et entretien de mûraies.

Le décret du 9 mai 1902 oblige tous les membres du fokon'olona à participer à ces travaux d'intérêt purement local et qui devaient d'ailleurs être stric-

tement circonscrits au fokon'tany ou territoire de la communauté.

L'exécution de ces travaux entraîna bientôt des abus : création ou entretien de chemins d'une utilité contestable, plantation sur les bords des chemins loin des villages d'arbres auxquels il était difficile de donner des soins efficaces, construction ou entretien de digues d'un intérêt particulier.

Pour remédier à cette situation l'arrêté du 10 mai 1905 vint prescrire l'autorisation préalable, avant toute exécution des travaux de fokon'olona et fixa l'époque d'exécution de tous les travaux qui ne présenteraient pas un caractère particulier d'urgence à la période qui s'étend du 1^{er} juin au 31 août.

Allant plus loin dans le souci d'adoucissement de ces obligations, on autorisa les membres du fokon'olona qui ne pouvaient participer aux travaux à se faire remplacer numériquement par d'autres individus à leurs gages.

Dans une circulaire explicative du 10 mai 1905, le Gouverneur général prescrivait de conserver seulement les chemins d'une utilité reconnue et d'en dresser la liste en les classant par catégories suivant le genre d'entretien qu'ils devaient recevoir. Quant aux autres ils devaient être déclassés et leur mise en état devenait facultative pour les fokon'olona.

Les plantations, de leur côté, ne devenaient plus obligatoires que dans les périmètres immédiats des villages.

En ce qui concerne les digues enfin, l'obligation de construction, réparation, conservation, ne pouvait plus concerner que les digues d'intérêt général reconnu.

Un classement de ces ouvrages devait également avoir lieu.

En cette matière, comme pour la prestation, le souci constant de l'administration a été à cette époque d'alléger, dans la plus large mesure, les obligations imposées aux indigènes.

SECTION III.

Immigration et émigration

L'immigration de travailleurs indigènes étrangers avait toujours été importante à Mayotte (archipel des Comores) et à Nossi-Bé. C'est même en ce qui concerne ces deux petites îles que le premier texte (D. 2 octobre 1885) visant notre colonie australe fut pris. Dès que la Grande Ile fut devenue colonie française, elle aussi eut recours à l'immigration. Une réglementation analogue à celle qui avait été édictée pour nos possessions des Antilles et de la Réunion par les décrets des 13 février et 27 mars 1852 fut introduite à Madagascar par le décret du 6 mai 1903. Pour suppléer à l'insuffisance de la main-d'œuvre indigène locale, on eut recours dès 1896 à des recrutements de travailleurs chinois et africains, qui étaient ensuite rapatriés ou qui restaient dans la colonie pour s'y livrer à des petits commerces de détail. Le coût et les résultats de ces essais n'encouragèrent pas à les continuer.

Trois mille coolies chinois furent ainsi introduits en 1896 et 1897, mais le rendement fourni par ces travailleurs fut si faible et la mortalité si élevée qu'à la fin de l'année 1898 il parut nécessaire de rapatrier les survivants. En 1899, une tentative faite à la côte de Mozambique échoua devant les résistances des auto-

rités portugaises. En 1901, on a introduit un millier de Chinois (contrat Giquel) et un millier d'Hindous de Pondichéry (contrat Orville) pour les travaux de chemins de fer, mais le résultat de cette double entreprise, lui aussi, a été peu satisfaisant. (Général Gallieni, *Madagascar, de 1896 à 1901*, p. 511-518.)

L'immigration de travailleurs indigènes étrangers à Madagascar n'a donc jamais été fort importante. Il est cependant question à l'heure actuelle d'y faire encore appel pour les travaux agricoles et pour la mise à exécution du programme des grands travaux projetés au compte de l'emprunt intercolonial. Il s'agirait d'introduire dans notre colonie quelques centaines de familles de travailleurs agricoles hindous en excédent des besoins en Afrique du Sud.

Cette circonstance rendrait un intérêt d'actualité aux décrets du 6 mai 1903 qui ont fixé d'une part les conditions de recrutement des travailleurs à l'étranger et leur mode d'entretien à Madagascar et d'autre part celles de l'exode des indigènes malgaches.

La réglementation édictée par le décret du 6 mai 1903 ne vise que les travailleurs d'origine africaine ou asiatique recrutés hors de la Grande Ile et introduits dans la colonie avec l'autorisation du Gouverneur général. Des prescriptions minutieuses réglementent la situation des immigrants qui sont placés sous la protection et la surveillance de commissaires et syndics qui remplissent à leur égard un rôle de tutelle et veillent à l'exécution loyale des obligations les concernant.

Il est inutile de nous étendre longuement sur les détails d'une réglementation qui ne pourra jamais présenter qu'un intérêt restreint dans une colonie

comme Madagascar. Il importe seulement de signaler que tout un ensemble de mesures rigoureuses attachent l'immigrant à son travail. L'engagé peut être déclaré en état d'absence légale ou illégale lorsqu'il ne prend pas son travail ou l'abandonne. L'absence est illégale lorsqu'elle ne peut se justifier par une autorisation du maître, par une maladie régulièrement constatée, par un cas de force majeure admis par le syndic, par une citation en justice ou par le besoin de voir le syndic ou le consul. Chaque journée d'absence illégale entraîne pour l'assujetti l'obligation de rendre un autre journée de travail à la fin de l'engagement.

Au bout de trois jours l'absence illégale devient désertion et après trente jours se transforme en vagabondage.

Diverses pénalités pouvant atteindre 2 ans de prison et 500 francs d'amende ont été prévues tant à l'encontre des engagistes, des engagés que des tiers pour assurer l'exécution loyale des contrats. Elles peuvent donner lieu au refus ou au retrait du droit d'engagement par le Gouverneur général, notamment si elles ont donné lieu à constatation de mauvais traitements envers les engagés.

L'insuffisance de la main-d'œuvre indigène de la colonie ne permettait pas, d'autre part, de laisser librement s'effectuer l'émigration des Malgaches hors du pays. Aussi dès le 29 avril 1897 l'administration locale prit-elle un arrêté soumettant le départ des indigènes à une autorisation et leur recrutement pour l'extérieur à une permission donnée en conseil d'administration. Le décret du 6 mai 1903 ne fit que confirmer

cette procédure. Il prévoyait en même temps des pénalités assez graves, puisqu'elles peuvent atteindre un an d'emprisonnement et 5.000 francs d'amende, pour les délits en matière d'émigration.

Quoiqu'il en soit, l'émigration des indigènes a toujours été pratiquement assez faible.

DEUXIEME PARTIE

LA PÉRIODE CONTEMPORAÎNE

(1906-1920)

SECTION I.

Le retour au travail réglementé

L'INSTITUTION DE CONSEILS D'ARBITRAGE

Avec l'arrêté du 1^{er} janvier 1905, l'intervention de l'administration entre employeurs et engagés avait été supprimée.

Or la juridiction de droit commun, qui s'était révélée comme insuffisante dans la métropole pour le règlement des conflits entre le capital et le travail et qui y a été écartée par l'institution des conseils de prud'hommes, se montra également rapidement impuissante à Madagascar.

Le montant élevé des frais de poursuite, les formes de notre procédure qui, en dépit des simplifications apportées, ne cessaient de paraître compliquées aux travailleurs indigènes, faisaient que ceux-ci renonçaient généralement, lorsqu'ils étaient lésés, à s'adresser aux tribunaux.

Il en était de même pour les engagistes : le coût des procès leur paraissait en disproportion avec les dom-

mages et intérêts qu'ils pouvaient réclamer et les indigènes éludaient d'ailleurs fréquemment le paiement de ces dommages et intérêts.

Aussi le gouverneur général Augagneur, qui avait succédé au général Gallieni, demanda-t-il au gouvernement métropolitain de créer dans la colonie des conseils d'arbitrage. Ce fut l'objet du décret du 22 octobre 1906 portant création de conseils d'arbitrage dans les chefs-lieux de province et de district. Ces organismes devaient connaître de toutes les contestations individuelles ou collectives entre employés et engagistes, relatives aux conventions réglementant les rapports des employeurs et de leurs travailleurs, que ces conventions soient écrites ou verbales.

Le conseil d'arbitrage se composait du chef de province ou du chef de district, d'un colon élu par la chambre consultative de commerce et d'industrie du ressort et d'un indigène désigné par le gouverneur général. Deux assesseurs suppléants, l'un européen. l'autre indigène, pouvaient être appelés à siéger en cas d'absence des titulaires.

La procédure avait été rendue aussi simple que possible : L'action était introduite par une simple lettre missive accompagnée d'un mémoire sommaire en double expédition. Les parties étaient convoquées dans le délai de huitaine. La récusation était admise. Le jugement était exécutoire 48 heures après son prononcé.

La contrainte par corps jusqu'à un mois était prévue contre l'indigène pour la non-exécution des obligations judiciaires ou en nature qui résulteraient d'un jugement du conseil d'arbitrage.

L'appel devant la justice de paix à compétence étendue ou devant le tribunal civil pouvait avoir lieu chaque fois que le chiffre de la demande dépassait 500 francs.

Un décret modificatif en date du 19 novembre 1909 vint décider que, dans les provinces dépourvues de chambre consultative, les assesseurs européens seraient désignés par le président du tribunal du ressort.

Aucun changement important n'intervint par la suite jusqu'en 1920.

LE RETOUR AU TRAVAIL RÉGLEMENTÉ.

Dans une circulaire du 5 août 1920, le gouverneur général Garbit adressa un appel pressant aux chefs des circonscriptions administratives et les invita à user de toute leur influence pour diriger les Malgaches dans la voie du travail. Il annonçait en même temps la création prochaine de commissions du travail et la parution à l'officiel d'un arrêté relatif aux contrats de travail.

On semblait vouloir revenir en arrière au travail réglementé.

L'arrêté du 19 août 1920 institua, en effet, dans chaque province une commission du travail composée du chef de province ou de son délégué, de deux colons français désignés par la Chambre consultative de commerce et d'industrie du ressort et de deux notables indigènes choisis par le chef de province sur une liste de quatre membres dressée par la Chambre consultative.

Les attributions de ces commissions étaient :

1° De fixer, selon les besoins, les taux normaux des salaires à appliquer dans chaque genre de travail ;

2° De déterminer, selon les usages locaux, les conditions normales d'exécution du travail soit à la journée, soit à la tâche, soit au rendement ;

3° De donner son avis sur toute question intéressant la main-d'œuvre de la région.

En même temps paraissait un autre arrêté en date du 20 août 1920, relatif aux contrats de travail à Madagascar. Ces conventions pouvaient à nouveau être soumises au visa de l'Administration. Pour ce faire, les contrats devaient obligatoirement contenir les énonciations suivantes :

1° Nom, prénoms, nationalité, profession et domicile de l'employeur ;

2° Nom, prénoms, âge, profession, domicile de l'employé avec l'indication du n° de son livret individuel ;

3° La nature du travail à fournir avec stipulation de sa durée effective. Le contrat de travail ne pouvait stipuler un travail effectif de moins de 15 jours par mois ;

4° La durée de l'engagement qui ne pouvait être inférieure à un mois et supérieure à deux ans ;

5° Le taux du salaire et les époques de paiement.

Les contrats devaient d'autre part être rédigés en français et en malgache.

Le contrat emportait obligation pour l'employeur de payer les impôts de son engagé pour l'année en cours et pour toute la durée du contrat. Il devait même garantir jusqu'à concurrence de 50 % le paie-

ment des impôts personnels dont l'indigène pouvait être redevable au titre des exercices antérieurs.

L'arrêté du 20 août 1920 prévoyait des peines allant de 1 franc à 15 francs d'amende et de un à cinq jours de prison pour entraves à la liberté du travail, passation de contrats fictifs, emploi de livret de travail appartenant à autrui, débauchage d'engagés.

Il ne prévoyait aucune peine pour rupture brusque et injustifiée du travail, cette infraction étant de la compétence des conseils d'arbitrage institués par le décret du 22 octobre 1906.

Ces textes furent complétés peu après par deux arrêtés du 18 avril 1921 qui vinrent permettre aux commissions du travail de s'adjoindre, lorsqu'elles le jugeraient utile tels agents techniques ou colons compétents de leur choix, et surtout, et c'est là leur principal objet, vinrent fixer un salaire minima au-dessous duquel il ne serait plus possible de descendre. Le premier de ces textes prescrivait, en outre, la tenue par l'employeur de registres côtés et paraphés, permettant de contrôler l'observation des règlements relatifs à la main-d'œuvre.

Comme nous le disions plus haut, toute cette période semble nettement avoir été l'époque d'une tendance à retourner en arrière au travail organisé. Cette évolution aboutira à la prise du décret du 22 septembre 1925, qui régit la matière à l'heure actuelle.

SECTION II

Les travaux de fokon'olona

Examinons maintenant et pendant cette même période l'évolution de la législation concernant les travaux et corvées dits de fokon'olona.

Le 6 mars 1907, un arrêté du gouverneur général Augagneur vint réglementer les prestations des fokon'olona et préciser les obligations des communautés à cet égard.

L'article 2 de cet arrêté spécifiait qu'en aucun cas les collectivités indigènes ne pouvaient être tenues d'exécuter des travaux d'intérêt général ou des travaux d'intérêt privé.

Aucun travail ne pouvait désormais être exécuté par les communautés indigènes sans avoir été autorisé au préalable par le chef de district et avoir, autant que possible, fait l'objet d'études et d'instructions de la part d'un agent technique. A cet effet, le chef de district devait tenir un registre dit « Sommier des travaux de fokon'olona », où il devait enregistrer pour chaque fokon'tany distinctement toutes les indications utiles ou intéressantes concernant ces travaux. L'exécution ne devait se faire qu'à certaines époques de l'année de façon à ne pas nuire aux travaux agricoles saisonniers.

Cette exécution devait être assurée au moyen de journées de prestations dont la quotité pour chaque

assujetti était fixée dans chaque province par arrêté du gouverneur général.

Les prestataires ne pouvaient être astreints à plus de quatre jours de travail successifs et ne pouvaient être rappelés sur les chantiers avant que tous les inscrits de la communauté n'y aient été envoyés.

L'arrêté prévoyait en même temps la possibilité de se racheter de cette corvée.

Ces mesures étaient pour les membres du fokon'olona une véritable sauvegarde vis-à-vis des autorités locales indigènes.

Un autre arrêté du 6 février 1909 fixa la durée des prestations dans chaque province. Dans aucune circonscription elle ne dépassait huit jours.

Un troisième texte en date du 21 octobre 1909 vint réglementer le service des rachats de prestations et donner son effet à la clause qui avait été insérée à ce sujet dans l'arrêté de 1907.

Le taux de rachat était fixé à 0,40 par journée de travail due. Les recouvrements, faits par les mpiadidy, étaient centralisés entre les mains du chef de district, qui devenait dépositaire-comptable des fonds de rachat des prestations ou fonds des fokon'olona de sa circonscription.

Ces fonds, qui restaient la propriété collective des fokon'olona du district, ne pouvaient être employés qu'à des travaux d'intérêt commun tels que :

- a) Construction d'ouvrages excédant les moyens d'un fokon'olona ;
- b) Construction de ponts ;
- c) Ouverture de tranchées dans le roc ;
- d) Les prises d'eau, les vannes ;

e) Les achats de matériaux ;

f) L'achat et l'entretien du matériel nécessaire pour l'utilisation de la main-d'œuvre prestataire.

Les fonds de réserve pouvaient également être employés en subventions aux communautés, dont la population était insuffisante pour assurer par les prestations les travaux à leur charge, soit aussi en améliorations durables des ouvrages déjà exécutés.

Peu après, le Gouverneur général Picquié, considérant qu'il y avait intérêt à coordonner dans chaque circonscription les efforts exigés des fokon'olona suivant un programme d'ensemble arrêté d'accord avec les services techniques intéressés, créa à Tananarive par décision en date du 7 juillet 1911 une commission permanente chargée d'examiner les plans de campagne des travaux à exécuter avec la main-d'œuvre prestataire.

Dans une circulaire du même jour aux chefs de province et aux commandants de cercle, il signalait « un véritable gaspillage de main-d'œuvre, d'autant plus regrettable que les travaux de fokon'olona constituaient l'une des obligations les plus lourdes des communautés indigènes, alors que bien dirigés ils étaient susceptibles d'accroître dans une sérieuse proportion la capacité de production du pays. »

Il rappelait que les travaux de fokon'olona ne pouvaient être que d'intérêt local et qu'il ne saurait être question d'imposer aux prestataires la construction de routes traversant plusieurs circonscriptions et ayant par celà même un caractère très net d'intérêt général. On devait avant tout assurer le maintien en bon état des chemins secondaires existant déjà ainsi que celui

des ouvrages établis dans un but d'amélioration agricole, et cela, avant de songer à des travaux neufs.

La décision du 6 juillet 1911 avait compris le Directeur du service des Travaux publics au nombre des membres de la commission permanente chargée de l'examen des plans de campagne des travaux à exécuter au moyen de la main-d'œuvre prestataire. La présence d'un élément appartenant au service des Travaux publics dans cet organisme devait, par la force même des choses modifier peu à peu le point de vue de l'autorité supérieure et l'amener à ne plus considérer les travaux des fokon'olona comme d'intérêt strictement local. Il était d'autre part fatal que le service des Travaux publics cherchât à s'emparer pour ses propres travaux de la main-d'œuvre à bon marché que constitue essentiellement la masse des prestataires.

C'est cette tendance de plus en plus marquée qui se fera jour à partir de 1920.

TROISIEME PARTIE

LA PÉRIODE ACTUELLE

SECTION I.

Le travail réglementé

La tendance que nous avons signalée plus haut vers un retour à la réglementation du travail des indigènes est venue aboutir au décret du 22 septembre 1925.

Ce texte forme un tout auquel il n'a pas été touché depuis.

Pour examiner les différentes dispositions de la législation nouvelle, nous nous placerons successivement aux points de vue suivants :

- 1° Le recrutement ;
- 2° Le contrat de travail ;
- 3° Les conditions du travail ;
- 4° Les sanctions du contrat de travail et les infractions à la réglementation du travail ;
- 5° Les conseils d'arbitrage ;
- 6° L'inspection du travail.

LE RECRUTEMENT.

Il faut observer tout d'abord que le recrutement pour l'extérieur est en principe interdit et que l'indi-

gène qui se propose de quitter la colonie doit obtenir l'autorisation du gouverneur général, autorisation qui est constatée par un permis d'embarquement délivré gratuitement et qui indique les nom, prénoms, lieu d'origine du bénéficiaire, la date de son départ et son lieu de destination.

Aucun capitaine ou armateur de navires ne peut sans autorisation expresse du gouverneur général recevoir à son bord des indigènes à destination d'une autre possession française ou d'un pays étranger.

Nous n'examinerons donc que le recrutement de travailleurs destinés à être employés sur le territoire de la colonie.

Les opérations de recrutement et d'embauchage d'indigènes sont en principe autorisés dans toute la colonie, que ces indigènes soient appelés à travailler à l'intérieur ou à l'extérieur de leur circonscription d'origine. Les opérations de recrutement peuvent cependant, pour des raisons d'ordre public ou dans l'intérêt de la santé et de l'hygiène de la population, être suspendues par arrêté du gouverneur général dans certaines régions de l'île.

En vue de faciliter le recrutement et le placement des travailleurs indigènes, le décret d'organisation du travail indigène à Madagascar a créé des offices du travail : un office central à Tananarive et un office régional dans chaque province (ou district où cette création est jugée nécessaire).

Ces offices constituent de véritables bureaux officiels de placement, de renseignement et même de statistique. Ils servent d'intermédiaires entre les employeurs européens ou indigènes et les travailleurs

malgaches ; ils facilitent et surveillent les recrutements de main-d'œuvre pour les entreprises publiques et privées. Ils centralisent les demandes et les offres de main-d'œuvre et les portent à la connaissance du public. Ils indiquent aux employeurs et aux travailleurs les conditions que doivent stipuler leurs contrats, car les engagements de travail conclus par l'intermédiaire des offices doivent obligatoirement être enregistrés, même s'ils sont inférieurs à trois mois.

L'office régional du travail propose également les taux normaux des salaires à appliquer pour chaque genre de travail et le tarif minimum de ces salaires, taux et tarifs qui sont fixés pour chaque circonscription par arrêté du gouverneur général.

L'Office régional du travail comprend sous la présidence du chef de province ou de son délégué,

a) L'inspecteur du travail lorsqu'il est présent dans la région ;

b) un ou deux délégués de la Chambre de commerce ou de la Chambre consultative de commerce et d'industrie du ressort ;

c) le médecin-inspecteur de l'Assistance médicale indigène ou, à défaut, le médecin résident ;

d) un agent du service des Travaux publics ;

e) un ou deux notables indigènes ;

f) un secrétaire permanent rétribué.

L'Office central de Tananarive est chargé de la réunion, de la coordination et de la publication de tous les renseignements, documents et statistiques relatifs aux besoins et aux disponibilités, aux demandes et aux offres de main-d'œuvre dans la colonie.

Il est chargé également de contrôler les offices

régionaux du travail et d'étudier les améliorations à apporter à la réglementation du travail indigène proposées par les inspecteurs du travail dont il centralise les rapports.

Il comprend une commission consultative et un comité permanent.

La première se compose du chef du service des Affaires politiques, président, de quatre colons, dont deux choisis par le gouverneur général et deux par la section européenne permanente des Délégations financières, un inspecteur du travail, un délégué du service de santé et de l'assistance médicale, un délégué du directeur des Travaux publics, un administrateur du service des Affaires politiques, secrétaire, quatre notables indigènes, dont deux désignés par le chef de la colonie et deux par la section indigène des Délégations financières.

Le Comité permanent comprend le chef du service des Affaires politiques, président, le délégué du chef du service des Travaux publics, l'un des deux colons et l'un des deux notables indigènes désignés par les Délégations financières ainsi que le secrétaire de la commission consultative.

EXAMEN MÉDICAL.

Les travailleurs recrutés pour être employés au dehors de leur circonscription d'origine doivent, avant la signature du contrat, être visités par un médecin désigné par l'office régional du travail, qui ajourne ou empêche, le cas échéant, leur mise en route. Ceux qui doivent travailler sur les Hauts-Plateaux reçoivent

vent au départ une couverture et à l'arrivée un vêtement chaud.

TRANSPORT.

Les frais de transport du travailleur du lieu de l'engagement au lieu du travail sont à la charge de l'employeur. Les recrues ont droit en outre pendant la durée du voyage à la ration journalière ou à une indemnité représentative de celle-ci.

Bien mieux, si l'engagé rejoint à pied le lieu de l'exploitation, il a droit en plus à la moitié du salaire quotidien prévu au contrat. La durée du voyage est décomptée selon les textes réglant les transports administratifs et les étapes ne devront pas dépasser 30 kilomètres s'il y a des femmes et des enfants.

RAPATRIEMENT.

Les frais de rentrée au pays en fin d'engagement (transport et nourriture) des travailleurs sont également à la charge de l'employeur, même en cas de rupture ou de résiliation du contrat, à l'exception du cas de rupture injustifiée du contrat de la part de l'indigène.

LE CONTRAT DE TRAVAIL.

La réglementation du contrat de travail vise essentiellement à assurer la liberté du consentement des travailleurs indigènes et à mettre ces derniers, lors de l'engagement, à l'abri des dangers que leur font cour-

rir leur ignorance et leur infériorité. Par ailleurs elle assure également aux employeurs les garanties de sécurité et d'exécution des engagements dont ceux-ci ont besoin.

On a voulu, en même temps, que protéger l'ouvrier indigène, assurer à l'engagiste la certitude de ne plus voir ses travailleurs, recrutés à grand'peine et à grands frais, disparaître comme autrefois parfois avant même d'avoir rejoint les exploitations, emportant les avances reçues et laissant leurs maîtres dans le plus cruel embarras.

La législation en vigueur décide que tous les engagements contractés par des travailleurs permanents le seront obligatoirement sous la forme de contrats de travail. Il en est de même pour l'engagement qui a lieu par l'intermédiaire d'un Office du travail.

Afin que la réglementation en vigueur ne soit pas une gêne excessive pour les employeurs et employés qui n'entendent se lier qu'occasionnellement et pour un temps très court, le décret du 22 septembre 1925 n'a soumis à l'enregistrement et au visa que les engagements qui ont une durée supérieure à trois mois.

De même dans un but de protection de l'indigène qui aurait pu par ignorance se laisser aller à contracter des engagements trop longs et souvent onéreux, le décret précité a disposé que les contrats de travail ne pourraient avoir une durée supérieure à deux ans. Les intéressés peuvent toutefois renouveler leurs contrats par période de deux ans lorsqu'ils le désirent.

LES STIPULATIONS DU CONTRAT.

Les engagistes et les engagés ne pouvant être efficacement protégés que si le contrat de travail contient des stipulations détaillées et complètes énonçant les conditions du travail et les droits de chacune des parties, les contrats soumis au visa et à l'enregistrement, c'est-à-dire ceux passés pour une durée supérieure à trois mois, comportent obligatoirement les indications suivantes :

1° Nom, prénoms, nationalité, profession, domicile de l'employeur ;

2° Nom, prénoms, surnom, filiation, âge approximatif de l'employé, son domicile avec mention des villages, faritany et subdivision, le numéro de son livret individuel ;

3° Le signalement de l'employé ;

4° Le lieu et la nature du travail à fournir ainsi que sa durée qui ne saurait être inférieure à 15 jours par mois (s'il s'agit d'un travail à la tâche, celle-ci sera calculée de manière à assurer à l'employé un salaire mensuel égal au moins au montant de 15 journées ;

5° La durée de l'engagement et la date à partir de laquelle il aura son effet ;

6° Le taux du salaire et les époques du paiement ;

7° La détermination exacte de la ration alimentaire telle qu'elle a été fixée par l'office régional ;

8° Les conditions du logement et s'il y a lieu du vêtement du travailleur ;

9° Les avances faites au moment de l'engagement ;

10° Les clauses spéciales de résiliation convenues et autres stipulations intervenues entre les parties et non contraires aux dispositions du décret.

Le visa et l'enregistrement doivent être refusés lorsque le contrat présenté ne satisfait pas aux conditions qui viennent d'être énoncées.

Le contrat de travail est établi en triple exemplaire, l'un pour l'employeur, le second pour l'employé et le troisième pour l'office régional du travail, sur des livrets, dénommés « livrets de travail » dont le modèle a été déterminé par un arrêté du gouverneur général et qui sont fournis par l'autorité administrative au prix de un franc par exemplaire.

RÔLE DE L'ADMINISTRATION DANS LA RÉDACTION DU CONTRAT

Avant d'apposer son visa, le chef de province, le chef de district ou le secrétaire de l'Office régional du travail doit donner lecture du contrat aux parties, en français et en malgache et s'assurer du libre consentement de l'engagé. Il doit être fait mention sur le contrat de ces formalités ainsi que de la certification des signatures des parties ; si l'une d'elles étaient illettrées il en doit également être fait mention.

L'engagiste est cependant autorisé à se faire remplacer pour ces formalités par un mandataire dûment accrédité par l'administration.

Avant tout engagement, la situation fiscale de l'engagé doit être vérifiée par les bureaux administratifs et, le cas échéant, l'employeur devra s'engager à verser tant que l'indigène restera à son service :

- 1° Les impôts de l'exercice en cours ;
- 2° Les impôts des exercices antérieurs dont l'engagé pourrait être redevable à raison de 50 % des sommes dues par année de travail fourni et l'expiration de chaque année.

Les sommes ainsi versées sont retenues par lui sur les salaires dus à l'indigène.

Les engagés d'un an au moins ont d'autre part le droit de racheter leurs prestations dans les conditions prévues par les textes sur la matière. Ils sont également dispensés de la garde de nuit et des corvées de fokon'olona.

L'employeur doit tenir un registre côté et paraphé par l'autorité administrative et y consigner :

- 1° Les noms de tous ses ouvriers ;
- 2° Le travail fourni ;
- 3° Les avances faites ;
- 4° Les salaires payés ;
- 5° Les absences régulières et irrégulières ;
- 6° Les retenues opérées sur les salaires.

Ce registre doit être produit à toute réquisition des autorités administratives et judiciaires.

LES CONDITIONS DU TRAVAIL.

La durée de la journée de travail est fixée par l'Office régional.

Lorsqu'un engagé doit travailler à la tâche, celle-ci ne peut être supérieure au travail effectué normalement dans une journée selon la durée fixée par l'Office régional et elle doit être calculée de manière à assurer à l'employé un salaire mensuel au moins égal au montant de 15 journées.

Le repos hebdomadaire est obligatoire. Il doit en principe être accordé le dimanche, et, dans les entreprises, où tout le personnel ne peut en bénéficier en même temps, un jour quelconque de la semaine par roulement.

Le salaire avec ou sans ration ne peut, en aucun cas, être inférieur au minimum fixé par arrêté du gouverneur général sur la proposition de l'Office régional.

Pour empêcher une exploitation méthodique de l'indigène, le décret du 22 septembre 1925 stipule que les salaires doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal et au moins une fois par mois, un jour ouvrable. Pour la même raison le paiement ne peut avoir lieu, ni dans un débit de boissons, ni dans un magasin de vente.

L'employeur ne peut se rembourser des avances faites au moment de la signature du contrat qu'au moyen de retenues ne dépassant pas le dixième du montant des salaires exigibles.

Les travailleurs ont d'autre part droit à une ration journalière dont la composition est fixée par l'Office régional du travail. Le contrat doit stipuler si la ration doit être fournie en plus du salaire ou si elle doit venir en déduction de ce salaire et pour combien. Une ration forte doit être allouée lorsque la durée de la journée de travail excède huit heures, lorsque le travail est particulièrement pénible ou qu'il a lieu de nuit.

Le travail de nuit est défendu pour les femmes et les enfants.

En dehors des agglomérations urbaines ou rurales, sur les chantiers isolés, les travailleurs doivent être logés d'une manière convenable, aux frais de l'employeur.

LES SANCTIONS DU CONTRAT DE TRAVAIL.

Toute absence de l'engagé est considérée comme régulière si elle a lieu dans l'un des cas suivants :

- 1° Autorisation de l'employeur ;
- 2° Indisponibilité pour cause d'accident ou de maladie ;
- 3° Convocation par l'autorité administrative ou judiciaire ;
- 5° Cas de force majeure.

Dans toutes ces hypothèses, aucune sanction ne peut être prise contre l'engagé et la résiliation du contrat ne peut être demandée que si l'absence dure plus de trente jours. L'engagé perd cependant tout droit au salaire et à la ration, sauf le cas d'accident ou de maladie. Lorsque l'absence résulte d'un accident ou d'une maladie causée par le travail l'employeur doit le salaire et la ration pendant un demi-mois ou maximum.

Si l'absence provient d'un accident ou d'une maladie ne résultant pas manifestement du travail, l'engagiste ne doit que la ration entière pendant un mois.

L'employeur est également astreint au remboursement des frais médicaux lorsque l'engagé n'a pu être soigné dans une formation sanitaire de l'Assistance médicale indigène.

Après 30 jours, l'employeur peut demander la résiliation du contrat au Conseil d'arbitrage. La décision de ce conseil ne préjuge pas des suites judiciaires que pourrait entraîner l'accident ou la maladie, cause de l'indisponibilité.

Toute absence résultant de la seule volonté du travailleur est irrégulière. Elle donne lieu d'office de la part de l'employeur, et par les soins de ce dernier, à une retenue égale au salaire dû pendant la durée de l'absence, sous réserve de l'inscription régulière de

cette retenue au registre de l'engagiste et sauf recours au Conseil d'arbitrage.

En cas de nouvelle absence irrégulière de plus de 15 jours, l'employeur peut demander au Conseil d'arbitrage la résiliation du contrat, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient lui être alloués et du remboursement des débours de toute nature, autres que les salaires et les frais médicaux, effectués pour le compte du travailleur.

La violation du contrat de travail par l'employeur donne lieu à un recours devant le Conseil d'arbitrage, soit directement par le travailleur, soit d'office par l'inspecteur du travail et à défaut par toute autorité administrative chargée de la surveillance et du contrôle du travail indigène.

INFRACTIONS A LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

Il a paru nécessaire dans l'intérêt de tous de réprimer avec sévérité les nombreuses infractions à la réglementation du travail, principalement le débauchage d'ouvriers et les contrats fictifs. Ces derniers notamment provoquent un gaspillage de main-d'œuvre dont la colonisation se plaint âprement. Il faut bien considérer en effet que l'indigène qui a souscrit un contrat fictif est définitivement perdu pour les employeurs sérieux chez lesquels il ne peut plus venir s'engager.

« Chose plus grave encore, les contrats fictifs portent la démoralisation chez les indigènes en leur permettant de bénéficier par dol des avantages réservés aux véritables travailleurs ; ils encouragent nombre

d'entre eux à la paresse ; enfin, ils détournent complètement de leur but les dispositions libérales adoptées en faveur des colons et des indigènes sérieux. » (Circulaire du gouverneur général du 30 décembre 1925).

Le décret du 22 septembre 1925 a institué en conséquence des pénalités allant de 16 francs à 100 francs d'amende et six jours à quinze jours d'emprisonnement pour tout individu ayant passé ou consenti des contrats fictifs ou ayant passé des contrats stipulant des conditions contraires à la réglementation en vigueur.

Les mêmes peines sont prévues pour les actes de débauchage, d'entraves à la liberté d'engagement, l'emploi de livret appartenant à autrui, l'engagement de travailleurs encore liés à d'autres employeurs, les substitutions de travailleurs.

Les infractions à la réglementation du travail que nous venons d'énumérer relèvent des tribunaux répressifs.

CONSEILS D'ARBITRAGE.

Au chef-lieu de chaque province et des districts les plus importants a été institué un Conseil d'arbitrage chargé de l'examen et du règlement des contestations individuelles ou collectives entre les ouvriers et employés indigènes et leurs employeurs, relatives aux conventions réglementant les rapports d'ouvriers à patron, que ces conventions soient contenues dans un contrat ou qu'elles résultent d'un engagement verbal ou de l'usage des lieux.

Le Conseil d'arbitrage se compose :

1° Du chef de la province ou, à défaut, d'un fonctionnaire désigné d'une façon permanente par le gouverneur général sur la proposition du procureur général, président :

2° D'un colon français, assesseur :

3° D'un notable indigène, assesseur ;

4° D'un secrétaire désigné par le chef de province ;

5° De quatre assesseurs suppléants (deux français et deux indigènes).

Les assesseurs français titulaires et suppléants sont élus par la Chambre consultative du ressort. Ils doivent justifier de la possession de leurs droits civils et politiques avant la première audience.

A défaut de désignation par la Chambre consultative, ils sont désignés par le président du tribunal de première instance ou le juge de paix à compétence étendue duquel dépend la province.

Les assesseurs indigènes sont nommés par arrêté du gouverneur général sur la proposition du procureur général. Ils sont choisis sur une liste de cinq noms dressée par le chef de province et concernant autant que possible les assesseurs auprès des tribunaux indigènes.

Les assesseurs prêtent serment entre les mains du président du conseil d'arbitrage.

PROCÉDURE D'INTRODUCTION D'INSTANCE.

La procédure devant le conseil d'arbitrage est une procédure simplifiée.

Le Conseil d'arbitrage compétent est celui du lieu de l'exécution du contrat de travail.

L'action est introduite par une simple lettre de la partie demanderesse adressée au président. Cette pièce doit exposer sommairement les faits de la cause. Dans les deux jours de la réception, le président cite les parties dans un délai ne pouvant pas dépasser douze jours. La citation est faite par lettre recommandée ou par l'intermédiaire d'un agent de la force publique ou de l'administration commis à cet effet.

La citation doit contenir la date des jour, mois et an, les nom, prénoms et profession du demandeur, l'indication de l'objet de la demande, les jour et heure de la comparution.

Copie de la lettre du demandeur est adressée à la partie adverse avec la citation qui doit être faite à personne ou à domicile.

Les parties sont tenues de se rendre en personne ou par mandataire dûment autorisé au jour et à l'heure fixés devant le Conseil d'arbitrage.

Si au jour prévu le demandeur ne comparait pas, l'affaire est rayée des rôles et ne peut être reprise qu'une seule fois dans les formes imparties à la demande primitive. Si le défendeur ne comparait pas, il sera donné défaut contre lui et le tribunal statuera sur la demande.

Si les parties comparaissent, le tribunal tentera de les réconcilier. En cas d'accord, un procès-verbal de conciliation sera dressé séance tenante. Ce procès-verbal a valeur authentique.

JUGEMENTS.

Au cas de non-conciliation, le Conseil d'arbitrage examinera immédiatement l'affaire, mais, le cas

échéant, il pourra toujours par jugement motivé prescrire toutes enquêtes et mesures d'information nécessaires.

Les audiences des conseils d'arbitrage sont publiques. Le président dirige les débats, interroge et confronte les parties, fait comparaître à sa discrétion les témoins cités à la diligence des parties ou par lui-même, dans les formes indiquées à l'article 70 procède à tous constats ou expertises.

La police de la salle d'audience et des débats appartient au président, qui est revêtu à cet égard des pouvoirs attribués aux juges de paix par les articles 11 et 12 du Code de procédure civile.

Le jugement est rédigé immédiatement après la délibération qui est secrète et l'audience est reprise pour sa lecture. La minute du jugement est transcrite sur le registre *ad hoc* du Conseil et est signée par le président et le secrétaire.

par le président et le secrétaire.

EXÉCUTION DES JUGEMENTS.

Le jugement est exécutoire, sauf appel, huit jours après son prononcé. L'exécution immédiate jusqu'à concurrence de 300 francs peut être ordonnée avec dispense de caution. Au delà de cette somme, l'exécution provisoire ne peut être ordonnée qu'à charge de fournir caution.

La copie du jugement doit être remise aux parties si elles en font la demande.

L'exécution du jugement est poursuivie à la requête du secrétaire du Conseil dans le délai de huit jours du prononcé de la sentence.

La non-exécution par l'engagé des obligations résultant d'un jugement du Conseil d'arbitrage le rend passible de la contrainte par corps pour une durée n'excédant pas un mois. La contrainte par corps peut être fixée par le Conseil, lorsqu'il l'estime nécessaire, dans le prononcé même du jugement.

Au cas où le Conseil d'arbitrage n'aurait pas statué à cet égard, la prise de corps est ordonnée par le président après constatation par un agent administratif ou de la force publique de la non-exécution de ses obligations par l'indigène. Les frais de contrainte par corps sont à la charge de la colonie.

Par contre l'assistance judiciaire est accordée de plein droit aux indigènes pour l'exécution des décisions tendant à des réparations civiles prononcées à leur profit contre leurs employeurs. L'huissier chargé de l'exécution est nommé par le jugement ou en cas d'omission par simple ordonnance du président. Les frais de poursuite ainsi exposés par la colonie seront toujours remboursés par la partie qui a succombé.

SANCTIONS PÉNALES.

Indépendamment des condamnations civiles, les Conseils d'arbitrage peuvent appliquer à l'employé indigène, mais seulement en cas de rupture brusque et injustifiée du contrat, des peines de un à cinq jours de prison et de 1 franc à 15 francs d'amende ou l'une de ces deux peines seulement.

La détention, qui n'a qu'un caractère disciplinaire, est subie dans les locaux réservés aux détenus administratifs.

Si l'auteur de la rupture brusque du contrat est l'engagiste, une amende de 1 franc à 300 francs pourra lui être appliquée indépendamment des condamnations civiles.

APPEL.

Les jugements des Conseils d'arbitrage sont définitifs et sans appel lorsque le chiffre de la demande est inférieur à 500 francs en capital.

Au-dessus de 500 francs, les jugements sont susceptibles d'appel devant la justice de paix à compétence étendue ou le tribunal de première instance. Il peut de même toujours être fait appel des jugements prononçant des condamnations pénales.

Le recours est interjeté par simple lettre missive, énonçant sommairement les moyens à l'appui et adressée au président du Conseil dans les huit jours du prononcé du jugement.

Cette lettre est transmise dans la huitaine de sa réception à la justice de paix ou au tribunal de première instance avec une expédition du jugement et les pièces du dossier.

Ces juridictions jugent sur pièces dans le délai d'un mois.

OPPOSITION.

Il peut également être fait opposition aux jugements par défaut dans le délai de huitaine de la signification des dits actes.

CLAUSES FINANCIÈRES.

La procédure devant le Conseil d'arbitrage est gratuite. Les frais pour les diverses opérations de procédure sont ceux prévus par les tarifs en matière criminelle en vigueur dans la colonie (A. G. G., du 30 décembre 1923).

L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Pour assurer un contrôle permanent et serré de l'observation des prescriptions concernant l'emploi de la main-d'œuvre indigène, le décret du 22 septembre 1925 a créé dans la colonie de Madagascar une inspection du travail.

Les inspecteurs du travail sont nommés par arrêté du gouverneur général et choisis autant que possible parmi les fonctionnaires de l'ordre administratif ou parmi les médecins militaires ou de l'assistance médicale indigène en service dans la colonie. Ils doivent prêter serment avant d'exercer leurs fonctions.

Ces fonctionnaires sont chargés d'une manière générale de veiller à l'observation des prescriptions de la réglementation sur le travail indigène à Madagascar.

Ils ont pour cela accès en toute circonstance dans tous les ateliers, chantiers, établissements, exploitations employant des travailleurs indigènes.

Les inspecteurs examinent et visent les registres dont la tenue est prescrite aux employeurs. Ils peuvent se faire présenter les contrats, livrets de travail, livrets d'identité prescrits par la réglementation en vigueur. Ils reçoivent les doléances des employeurs et des employés, s'efforcent de concilier les parties.

Ils peuvent interroger les travailleurs et faire toutes investigations utiles. Ils peuvent faire vérifier par des médecins de l'A. M. I. la bonne exécution des prescriptions sanitaires.

Leurs observations et constatations, obligatoirement consignées d'une manière sommaire sur les registres examinés, font en outre l'objet de rapports à l'office central du travail et aux offices régionaux, où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Les inspecteurs constatent les infractions à la réglementation du travail par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à inscription de faux.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire et envoyés l'un au chef de la province, l'autre à la juridiction compétente.

Les inspecteurs procèdent d'autre part à toutes enquêtes qu'ils jugent utiles sur les causes, les circonstances et la nature des accidents dont les ouvriers sont victimes au cours de leur travail.

Ils fournissent enfin un rapport annuel sur l'application de la réglementation du travail, font toutes propositions relatives à l'hygiène, à la sécurité des travailleurs, à l'amélioration des rapports entre employeurs et employés et donnent leur avis sur toutes les questions concernant la main-d'œuvre. •

Ce rapport fait en double exemplaire est adressé à l'Office central du travail et par extraits aux Offices régionaux intéressés.

Les attributions confiées aux inspecteurs du travail ne font pas opposition à celles des chefs de circonscription et de subdivision administratives, qui conservent tous leurs pouvoirs en matière de surveillance

et de contrôle. Il en est de même pour les fonctionnaires du service des mines et des travaux publics en ce qui concerne la surveillance des exploitations minières et des appareils à vapeur.

*
**

Il semble malheureusement à peu près certain que le décret du 22 septembre 1925 n'a pas donné tout le résultat que l'on était en droit d'en attendre. Les clauses pénales se sont révélées inopérantes.

La faute n'en est pas à la réglementation en vigueur dont les termes ont été tous soigneusement étudiés et pesés, mais à un fâcheux état d'esprit qui règne à Madagascar et chez les employeurs et chez les employés.

La colonisation européenne d'un côté, ou tout au moins certains éléments douteux de celle-ci, n'a jamais voulu considérer le contrat de travail autrement que comme une arme contre les engagés qu'elle considère comme exploitables à merci, et l'indigène, maintenant, a une véritable horreur du contrat de travail et se considère un peu comme prisonnier dès qu'il en a souscrit un.

Le malgache, d'autre part, auquel la loi naturelle du travail s'impose moins impérieusement qu'à l'Européen, est de son côté trop souvent tenté de ne signer des contrats de travail que pour se soustraire à ses obligations administratives, en particulier aux travaux de fokon'olona.

Comme par le passé l'indigène s'est adressé à certains employeurs peu scrupuleux qui, moyennant un

léger sacrifice en argent ou en nature de sa part, ont consenti à passer avec lui des contrats fictifs.

Cette pratique malsaine et contraire à l'intérêt général s'est donc perpétuée jusqu'aujourd'hui.

Ceux, qui spéculent ainsi sur la crédulité et l'ignorance des indigènes ainsi que sur le bon vouloir du gouvernement de la colonie, sont à coup sûr peu nombreux. Leurs agissements n'en ont pas moins les effets matériels et moraux les plus désastreux, étant donné surtout, que, si le nombre des engagistes de cette sorte est peu élevé, celui des engagés est par contre considérable.

Le gouverneur général Olivier avait si bien senti la gravité de ces pratiques que, dans les nombreuses circulaires qu'il a adressées à ses chefs de circonscriptions administratives, il a toujours insisté sur la nécessité pour l'administration de n'accorder son assistance qu'aux colons sérieux qui n'ont pas craint de consacrer leur force et leurs capitaux pour la mise en valeur et le développement de la colonie et de s'abstenir par contre complètement de donner la moindre aide aux employeurs malhonnêtes.

L'article 54 du décret du 22 septembre 1925 a bien prévu une pénalité contre les individus coupables d'avoir souscrit ou consenti des contrats fictifs, mais en fait il est très difficile pour ne pas dire impossible d'apporter la preuve de leur délit.

Par ailleurs, la prospérité économique de la colonie, particulièrement florissante pendant la période qui s'étend de 1924 à 1929, est venue accroître encore les difficultés du recrutement de la main-d'œuvre indigène. Les produits du sol avaient en effet acquis une

telle valeur qu'il s'en était suivie une évidente disproportion entre les salaires d'une part, et les revenus du travail agricole d'autre part. De nombreux indigènes ont alors quitté les entreprises qui les employaient, pour aller travailler pour leur propre compte. Le nombre des ouvriers s'est donc trouvé réduit en proportion au moment même où l'appel des colons se faisait plus pressant par suite de l'extension de leurs exploitations agricoles.

Il semble bien aujourd'hui que la baisse générale, qui a atteint la valeur de tous les produits de la colonie depuis la stabilisation de notre monnaie, aura pour effet de faire disparaître la disproportion qui s'était établie entre le taux des salaires et le produit du travail personnel. Cette différence ne pourra cependant s'atténuer que lentement, l'indigène ne comprenant pas le motif de la baisse et se refusant à vendre ses produits, si ce n'est au prix fort. Il ne semble pas par ailleurs que cette réadaptation des prix pourra avant longtemps décider le Malgache, qui s'était habitué à travailler pour son propre compte, à aller solliciter de l'embauche chez les colons.

Une dernière cause, et qui certes n'est pas la moindre, vient augmenter les difficultés dans lesquelles se meuvent les employeurs. Ce sont les ruptures brusques de contrat par les engagés indigènes qui quittent les exploitations où ils travaillent ou même quelquefois disparaissent avant d'avoir rejoint les chantiers, emportant les avances reçues et laissant leurs maîtres dans le plus cruel embarras.

La dissipation et le détournement des avances reçues a bien été transformé en délit assimilé à l'abus

de confiance par le décret du 7 novembre 1911, mais les engagés en fuite ne sont généralement pas retrouvés et punis comme il le faudrait. Il semble qu'il y ait là une faute des autorités territoriales qui, malgré les prescriptions du gouvernement central, n'apportent pas toute la célérité et toute la vigilance voulues à la recherche des délinquants.

Il semble enfin que la répression du vagabondage, qui a été prévu et puni par le décret du 28 août 1921, et dans laquelle on avait vu le moyen d'amener l'indigène à sortir de son inertie et à travailler pour gagner sa vie, n'a pas sensiblement contribué à augmenter le chiffre de la population employée sur les exploitations européennes.

SECTION II

Les travaux de fokon'olona

(LES PRESTATIONS)

Nous disions plus haut que l'introduction d'un délégué du service des Travaux publics dans la commission chargée de l'examen des plans de campagne des travaux de fokon'olona devait peu à peu amener l'autorité supérieure à ne plus considérer les prestations comme ayant un caractère strictement local. Nous ajoutions également, que, fatalement, le service des Travaux publics serait conduit à chercher à s'emparer pour ses propres travaux de la main-d'œuvre à bon marché que constitue essentiellement l'armée des prestataires.

Nous allons examiner la situation telle qu'elle existe aujourd'hui.

C'est l'arrêté du 3 novembre 1920 qui réglemente encore aujourd'hui les prestations des indigènes à Madagascar. Ce texte décide que tous les indigènes du sexe masculin, qui figurent aux rôles de la taxe personnelle et qui ne sont pas inaptes au travail par suite de l'âge ou d'infirmités reconnues, sont assujettis aux prestations, à l'exception de certains indigènes qui, à raison de leurs fonctions, en sont temporairement ou définitivement exemptés.

L'arrêté du 3 novembre 1920, comme tous les autres textes jusqu'ici, spécifie que les prestations sont affectées aux travaux qui, suivant la coutume locale con-

firmée et précisée par les textes en vigueur, incombent aux communautés indigènes : fokon'olona, fokon'-daty ou villages.

Ces travaux sont les suivants :

1° Etablissement, conservation et entretien des routes d'intérêt régional, d'intérêt secondaire et des chemins muletiers ;

2° Hydraulique agricole; disques, canaux; aménagement des cours d'eau, création des rizières; assèchement des marais ;

3° Adduction d'eau, aménagement de fontaines publiques et de puits ;

4° Plantations d'arbres et constitutions de périmètres de reboisement.

Mais, et c'est là un des effets de la nouvelle tendance, le gouverneur général, statuant spécialement dans chaque cas, peut cependant décider que les prestations pourront exceptionnellement être employées à des travaux d'intérêt général intéressant les fokon'-olona de toute une région.

Le recensement de la main-d'œuvre prestataire a lieu chaque année par l'intermédiaire des gouverneurs madinika ou chefs de canton, qui établissent le rôle nominatif de tous les assujettis de leur faritany ou canton. Les indigènes sont inscrits au rôle des prestataires du lieu où ils paient la taxe personnelle.

La durée des prestations est actuellement fixée à dix jours.

Les assujettis ne peuvent qu'exceptionnellement être employés à plus de 6 kilomètres de leurs villages, et dans ce cas ils ont droit à une réduction de la durée des prestations dues équivalente au temps nécessaire pour se rendre au lieu du travail et en revenir cal-

culé à raison de 30 kilomètres par jour, une demi-journée étant accordée pour toute fraction entre 6 et 15 kilomètres.

Les travaux à exécuter continuent à faire l'objet d'un plan de campagne établi conformément aux dispositions d'une instruction en date du 3 novembre 1920 qui divise en deux catégories les travaux à exécuter : A) Entretien; B) Travaux neufs.

L'approbation des plans de campagne des prestations a lieu depuis l'arrêté du 15 novembre 1927 par les administrateurs supérieurs, chefs de région après avis d'une commission provinciale et d'une commission régionale des prestations, cette dernière comprenant :

- 1° Le chef de région ;
- 2° Le président de la Chambre de commerce ou de la Chambre consultative ;
- 3° Le représentant régional du service des Travaux publics ;
- 4° Le représentant régional du service de l'Agriculture ;
- 5° Deux notables indigènes.

Les prestations sont exigibles en journées de travail. L'arrêté de réglementation admet cependant le rachat pour certaines catégories de contribuables auxquels on ne peut raisonnablement demander cette contribution en nature. Le taux de rachat de la journée de prestation est égal au prix normal de la journée de travail dans la province au moment de l'établissement du plan de campagne.

Les rachats sont perçus par les chefs de canton ou gouverneurs madinika qui en délivrent une quittance extraite d'un carnet à souches.

Les fonds de rachat restent la propriété des collectivités indigènes bien que la gestion de ces fonds soit confiée au chef de province.

Leur emploi reste celui prévu par l'arrêté du 21 octobre 1909. Il peut cependant aujourd'hui en être fait usage pour rétribuer les agents techniques chargés d'étudier les travaux projetés (indemnités et transport). D'autre part, depuis le décret du 21 décembre 1928 qui institue les budgets régionaux, un pourcentage du produit des rachats de prestations, à fixer par le gouverneur général, est attribué à ces budgets.

Ce sont là, dans les deux cas, manifestations de la tendance que nous signalions plus haut.

De l'évolution du régime des prestations à Madagascar à laquelle nous venons d'assister dans cette étude, il semble qu'il faille retenir seulement que les prestations doivent être de moins en moins considérées comme une forme de travail forcé des membres d'une collectivité au profit de cette même collectivité, mais plutôt comme l'expression de préoccupations d'ordre fiscal.

« Les prestations ne sont plus, en réalité, qu'une sorte d'impôt payé en nature. Et si leurs avantages militent en faveur de leur existence et de leur maintien en France, et dans de nombreux pays civilisés, il doit en être de même, et à plus forte raison encore, dans des pays neufs. En effet, plutôt que de demander aux indigènes une contribution en argent, qui pour eux peut être onéreuse, il est à coup sûr préférable de leur demander de fournir quelques journées de travail dont ils sont les premiers à bénéficier. »
(*Quinzaine coloniale.*)

SECTION III

Immigration et émigration

Peu de changements ont eu lieu à cet égard depuis 1920.

Un arrêté du 12 octobre 1929 visant l'immigration individuelle a prévu que nul ne pouvait être admis à débarquer à Madagascar s'il ne prouvait qu'il y possède un établissement ou s'il ne justifiait soit de la possession d'un capital de 25.000 francs soit d'un emploi assuré par contrat avec un employeur solvable s'engageant à supporter les frais éventuels de rapatriement de l'intéressé et de sa famille.

Les immigrants peuvent d'ailleurs verser eux-mêmes entre les mains de l'administrateur du port de débarquement la somme nécessaire pour faire face à leur rapatriement et aux frais éventuels d'hospitalisation dans une formation sanitaire de la colonie.

Il s'agit là de mesures uniquement destinées à sauvegarder les intérêts financiers de la colonie.

En ce qui concerne l'émigration des indigènes, les deux arrêtés du 23 janvier 1907 et 10 octobre 1930 sont venus préciser les conditions d'application du décret du 6 mai 1903 à l'égard de nos sujets qui quittent individuellement la colonie et qui doivent préalablement consigner ou faire consigner par leur employeur le montant de leur passage de retour. Les permissions sont accordées par le gouverneur général qui peut

autoriser le remplacement de la consignation par l'engagement d'une personne connue et solvable.

Pratiquement, l'émigration est assez faible.

Quelques convois de travailleurs malgaches recrutés dans la partie sud de la colonie ont cependant depuis 1922 été dirigés sur l'île voisine de la Réunion. La protection de ces engagés, dont le nombre est inférieur à 2.000, a été organisée avec un soin tout particulier. Leur situation est actuellement réglée par le décret du 10 août 1927 qui leur maintient, dans notre possession voisine, le régime fixé pour Madagascar par le décret du 22 septembre 1925.

SECTION IV

L'utilisation de la seconde portion du contingent

Nous examinerons maintenant le cas tout récent du prélèvement de travailleurs sur la seconde portion du contingent militaire indigène, institué par le décret du 3 juin 1926.

Voyons-en tout d'abord le motif.

La colonie de Madagascar se préparait il y a quelques années à exécuter d'importants travaux d'intérêt général qui répondaient à une nécessité immédiate et absolue, notamment l'aménagement des ports et la construction du chemin de fer de Fianarantsoa à Manakara, voie ferrée destinée à écouler vers la côte les produits du Betsiléo.

L'exécution de tous ces travaux ne pouvait que se heurter à des difficultés de main-d'œuvre fort graves, dues en grande partie à ce que les indigènes de notre grande possession australe, surtout dans l'ouest et le sud, vivent figés dans une existence des plus primitives et dans la plus complète oisiveté, malgré tous les efforts faits pour leur inculquer le goût du travail.

Jusqu'en 1927, le service des Travaux Publics a employé comme main-d'œuvre ou des engagés d'un an lorsqu'il pouvait s'en procurer ou plus généralement des ouvriers désignés par les chefs de village pour

faire une période de 30 jours de travail effectif sur les chantiers de l'Administration.

Les engagés provenaient généralement de la province de Farafangana, dont la population, âpre au gain, a toujours fourni une main-d'œuvre appréciée, tandis que les « Telopoloandro », les travailleurs pour 30 jours, étaient pris dans la province même d'exécution des travaux et étaient remplacés sitôt leur temps de travail écoulé.

Ce système avait tous les inconvénients des recrutements forcés et était particulièrement redouté des indigènes. Les abus, que nous avons signalés plus haut touchant le recrutement des prestataires et des travailleurs par les mpiadidy et chefs de village, se retrouvaient ici. Ces fonctionnaires profitaient des demandes de main-d'œuvre pour exiger de leurs hommes des redevances illicites et ne désignaient guère pour l'envoi sur les chantiers que ceux qui leur refusaient ces rémunérations.

Ce mode de procéder ne pouvait pas se prolonger plus longtemps. Or, cependant, le nombre des engagés ne pouvait couvrir les besoins en hommes du service des Travaux Publics. Il fallait trouver autre chose. Ce fut l'objet du décret du 3 juin 1926 qui décida que « les hommes de la deuxième portion du contingent indigène de Madagascar, qui restaient dans leurs foyers à la disposition de l'autorité militaire au titre de l'armée active pendant trois ans, pourraient être convoqués au cours de cette période pour participer à l'exécution des travaux d'intérêt général nécessaires au développement économique de la colonie ».

Ce système trouve d'ailleurs sa complète justification dans les termes du rapport qui précède le décret du 3 juin 1926.

« Cette mesure, dit M. Perrier, ministre des colonies, m'a paru non seulement au point de vue spécial des travaux mais encore au point de vue moral et social, susceptible d'avoir une portée des plus heureuses. Elle permettra, en effet, de rapprocher de nous, de la vie civilisée, des hommes dont beaucoup trop encore végètent misérablement au fond de leurs forêts ou de leurs savanes. Leur incorporation dans des unités bien encadrées, pourvues d'un service médical soigneusement organisé, leur utilisation à des travaux judicieusement fixés, sera pour eux une occasion d'être bien nourris, bien vêtus et de recevoir les soins qui leur ont toujours fait défaut. Ils acquerront ainsi, et ils conserveront, il faut l'espérer, l'habitude de s'alimenter convenablement, de porter des vêtements, de s'accoutumer au travail, de se soumettre à certaines règles d'hygiène dont l'observation sera profitable non seulement à eux-mêmes, mais aussi une fois de retour dans leurs foyers, à la collectivité entière par voie d'exemple.

» Par surcroît, l'installation de terrains de cultures et de jardins à proximité des camps permettra d'initier ces indigènes à l'usage de nos instruments, de nos méthodes ainsi qu'à des cultures qu'ils ignorent pour la plupart. L'organisation de conférences très simples sera également une occasion de leur ouvrir des horizons tout à fait nouveaux en matière de travail, de production, d'hygiène, etc.

» Ainsi la valeur sociale de chacun d'eux sera

accrue en même temps que les possibilités d'évolution et de développement de la colonie en seront augmentées, en même temps que s'exécuteront des travaux qui y contribueront pour une part décisive.

» A un autre point de vue, l'armée, en cas de mobilisation générale, bénéficiera de la discipline et de l'instruction qu'auront acquises des hommes qu'il lui sera possible, s'il est nécessaire, d'utiliser immédiatement, dans les bataillons d'étape du génie par exemple. »

C'est là un renouvellement des « compagnies de génie » créées par Faidherbe au Sénégal et qui ont doté l'Afrique occidentale française d'ouvriers appartenant à tous les corps de métiers.

Les modalités d'application du décret du 3 juin 1926 autorisant l'exécution des grands travaux d'intérêt général par ces travailleurs prélevés sur la seconde portion du contingent indigène, ont fait l'objet d'un arrêté local en date du 29 novembre 1926 dont nous allons étudier les dispositions.

Titre premier

ORGANISATION DE LA DEUXIÈME PORTION DU CONTINGENT UTILISÉE POUR DES TRAVAUX D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

L'administration des travailleurs obtenus grâce à ce nouveau système est confiée à un service spécial dit « Service de la main-d'œuvre des travaux d'intérêt général » ou « Smotig » et dirigé par un fonctionnaire désigné par le gouverneur général et ayant pour attributions la préparation de toutes les mesures d'exécu-

tion du décret du 3 juin 1926 et l'administration des camps de rassemblement et des sections de travailleurs.

Le chef du service du « Smotig » est assisté par des fonctionnaires européens, également désignés par le gouverneur général parmi les fonctionnaires d'autorité, ou par des officiers hors cadre. Ces agents, qui, seuls, peuvent remplir les fonctions de commandant de compagnie et de section, peuvent à leur tour être secondés dans leurs attributions auxiliaires par des fonctionnaires d'autres services ou par des personnes recrutées en dehors de l'administration.

En vue de l'organisation des unités de travailleurs, les appelés de la seconde portion sont d'abord concentrés dans des camps de rassemblement où ils sont constitués en unités de travail, dites « compagnie ». Les compagnies sont elles-mêmes subdivisées en sections.

Le contrôle du fonctionnement du service est assuré au point de vue général par les « Inspecteurs des provinces », par les inspecteurs du travail et les chefs de circonscription. Un médecin désigné par le gouverneur général est chargé du contrôle permanent des camps de travailleurs au point de vue de l'hygiène et de l'état sanitaire.

Titre II

APPEL DE LA DEUXIÈME PORTION DU CONTINGENT

Les hommes sont appelés suivant l'ordre du tirage au sort jusqu'à concurrence du nombre fixé par le gouverneur général, les hommes mariés n'étant tou-

tefois appelés qu'après les célibataires, et les pères de famille qu'après les hommes mariés sans enfants.

Des sursis annuels peuvent être accordés dans les conditions de l'article 12 du décret du 4 décembre 1919 sur le recrutement. Des dispenses sont prévues pour les élèves diplômés des écoles supérieures officielles de la colonie.

Les hommes, avant d'être dirigés sur les camps de rassemblement, sont munis par l'autorité administrative de leur province d'origine d'un livret individuel analogue à celui des tirailleurs et d'une plaque d'identité. Une fiche reproduisant les indications du livret et de la plaque est transmise au service central de la main-d'œuvre.

Titre III

UTILISATION DES SECTIONS DE TRAVAILLEURS

Les travailleurs sont répartis entre les divers chantiers par décision du directeur des Travaux Publics, conformément aux instructions de principe du gouverneur général.

Les emplacements des camps sont déterminés par le service de la main-d'œuvre suivant le programme d'ensemble établi par le chef du service des Travaux Publics. L'effectif par camp doit, autant que possible, être supérieur à 500 travailleurs. Les familles des travailleurs peuvent les accompagner quand les circonstances le permettent.

L'installation et la discipline des camps appartiennent uniquement au personnel d'encadrement des

compagnies. Les pionniers au travail sont placés sous l'autorité des représentants soit du service des Travaux Publics, soit des entrepreneurs, l'exercice du droit de sanction restant cependant l'attribut exclusif des fonctionnaires du « Smotig ».

Les journées de travail sont de huit heures effectives avec intervalle de une heure au moins pour le repas de midi. Le travail à la tâche, s'il en est fait application, ne peut excéder le travail pouvant être accompli par un ouvrier ordinaire dans un délai de huit heures.

Titre IV.

ENTRETIEN DES UNITÉS DE TRAVAILLEURS.

Les dépenses d'entretien des unités de travail sont à la charge du « Budget annexe des Grands travaux ». La solde des « pionniers » est identique à celle des tirailleurs indigènes en service dans la colonie. Cette rémunération est supprimée en cas d'absence irrégulière. La solde est payée chaque quinzaine et le travailleur a la faculté d'en faire verser la moitié à un compte de caisse d'épargne.

Des suppléments de solde spéciaux ont d'autre part été prévus pour les « pionniers » employés aux écritures et pour ceux reconnus aptes à exercer les fonctions de surveillants ou classés comme spécialistes par le service des Travaux Publics.

L'habillement des travailleurs comprend : 2 vestes et culottes de travail en toile, deux tricots, une chéchia, un chapeau de paille du pays et un imperméable en rabane (raphia tressé). Sur les Plateaux, le

pionnier a droit, en outre, pour la saison froide à un costume de drap.

Les travailleurs sont en outre munis d'un équipement comprenant : une grande couverture, une mulette, un bidon, une cuiller et une gamelle individuelle.

La ration individuelle et quotidienne allouée à chaque pionnier a été largement établie. Elle se compose de :

750 grammes de riz ;

250 grammes de viande ;

15 grammes de sel ;

100 grammes de condiments ou légumes indigènes.

En cas de nécessité, il peut être procédé à des substitutions d'autres aliments dans les limites d'un tableau établi par le directeur du service de Santé. Le cas échéant, il peut être alloué une ration forte comportant un supplément de 50 grammes de riz et de 50 grammes de viande.

Le logement se compose de cases démontables ou de cases en matériaux du pays. Chaque travailleur dispose d'un lit de camp et d'une paillasse.

Les groupements de travailleurs de plus de cinq cents unités sont pourvus d'un poste médical avec pharmacie et installation mobile d'épouillage, dirigé par un médecin de l'assistance médicale indigène. Dans les camps de moindre importance, la visite médicale est assurée par la formation sanitaire la plus proche.

Titre V

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Les peines disciplinaires que peuvent encourir les « pionniers » pour négligence, paresse, absence injustifiée et refus d'obéissance sont les suivantes :

1° La consigne ;

2° La prison.

La consigne, qui est infligée pour actes de négligence et de paresse, ne peut être prononcée pour plus de huit jours. Elle n'exempte d'aucun service et les hommes punis sont simplement tenus pendant les heures de liberté de rester au camp où ils sont employés aux corvées.

La prison, avec ou sans retenue de la demi-solde ou même de la solde entière est prononcée pour les récidives d'actes de paresse et de négligence, pour absence injustifiée ou refus d'obéissance. Les hommes punis de prison ne font pas de service, sauf lorsque le commandant de compagnie en décide autrement ; ils sont alors particulièrement chargés des corvées. En dehors des corvées et du travail, ils sont gardés autant que possible isolément dans les locaux disciplinaires.

Les hommes ayant purgé plus de quarante jours de prison sont versés à une section spéciale. En cas de bonne conduite, ils peuvent être réaffectés à une section ordinaire.

Les peines disciplinaires sont infligées comme suit :

1° Par les chefs de section :

La consigne ;

La prison jusqu'à 8 jours sans retenue de solde ;

2° Par les commandants de compagnie et de camp :

La consigne ;

La prison jusqu'à 15 jours avec ou sans retenue de solde ;

3° Par le chef du service de la main-d'œuvre :

La prison jusqu'à 30 jours, avec ou sans retenue de solde ;

4° Par le gouverneur général :

La prison jusqu'à 60 jours avec ou sans retenue de solde.

Titre VI

PERMISSIONS ET LIBÉRATIONS.

Tout travailleur, n'ayant pas subi de peine de prison supérieure à huit jours, a droit à une permission d'au moins un mois par an, délais de route compris.

Au cas où les circonstances le permettent les travailleurs peuvent être renvoyés momentanément dans leurs foyers ou libérés par anticipation. Les départs se font alors en tenant compte de la situation de famille des intéressés et dans l'ordre suivant : pères de famille, hommes mariés, célibataires.

Des libérations anticipées sont prévues pour les travailleurs qui se sont particulièrement distingués au travail.

*
**

Une instruction provisoire en date du 9 août 1927 du gouverneur général est venue préciser les condi-

tions de détail d'application du décret du 3 juin 1926 et de l'arrêté du 29 novembre 1926.

Cette instruction dans sa première partie traite successivement de l'organisation des camps, du personnel européen d'encadrement qui comprend des commandants de camp et des chefs de section, des relations du personnel d'encadrement avec les autorités administratives d'une part et avec les représentants des entreprises privées ou du service des Travaux publics d'autre part, de l'organisation et de l'administration des unités indigènes du « Smotig », notamment en ce qui concerne la tenue, l'alimentation et le ravitaillement des travailleurs.

Il est prévu qu'un rudiment d'instruction militaire sera donné aux pionniers à l'effet de leur enseigner les principes de la discipline, de leur apprendre quelques-unes des formations de rassemblement et de les préparer à l'effort physique.

La seconde partie de la circulaire vise le service médical du « Smotig », dont la direction et le contrôle sont confiés à un médecin désigné par le gouverneur général.

Le service médical est assuré dans les camps de rassemblement par un médecin européen assisté d'auxiliaires indigènes. Dans les camps de travail un médecin ou infirmier indigène assure le service.

Le « Smotig » dispose d'autre part d'hôpitaux, d'infirmiers, d'ambulances pour l'évacuation des malades ou des blessés.

Des indemnités, calculées d'après le taux des pensions d'invalidité des militaires indigènes originaires de Madagascar et suivant les modalités d'application

de la réglementation en vigueur à cet égard, sont prévues en faveur des travailleurs victimes d'accidents du travail.

La troisième partie de l'instruction traite de la comptabilité des effectifs, de la comptabilité des caisses d'avances et de la comptabilité matières du service du « Smotig ».

*
**

Il est incontestable que la création d'une organisation permettant l'emploi du deuxième contingent indigène et par suite, le recrutement d'une main-d'œuvre abondante était une chose bonne en soi.

Or il est tout aussi incontestable que cette organisation n'a pas apporté les avantages que l'on en escomptait. Si en effet le principe du recrutement de la seconde portion du contingent était chose excellente, la mise en application de ce principe a été essentiellement défectueuse. L'organisation actuelle du « Smotig » est mauvaise, que l'on envisage l'éducation de l'indigène ou les finances de la colonie de Madagascar.

Pour faire adopter le principe du « travail forcé », pour employer l'expression d'ailleurs profondément inexacte à cet égard des diplomates de Genève, pour sortir de l'impasse où l'on se trouvait en présence d'une part de travaux d'une importance absolument capitale dont dépend le développement et la prospérité de notre possession australe et d'autre part d'une population arriérée, éminemment hostile à tout effort et à tout travail, il fallut dans l'application d'un principe excellent faire une trop large part à la démagogie.

On y a évidemment été contraint. On a voulu donner des gages à l'opinion métropolitaine et mondiale pour éviter les critiques trop faciles des coloniaux en chambre et des partis avancés.

Il faut bien se rendre compte en effet que le personnel d'encadrement, que l'installation des camps, que les postes et formations sanitaires nécessitent des dépenses fort élevées. Or, dans l'établissement du prix de revient de la journée de travail effectif tous ces facteurs doivent entrer en ligne de compte. Il faut ajouter aussi qu'après décompte des journées de repos, des permissions annuelles, des périodes d'instruction, le pionnier fournit à peine deux cents journées de travail par an.

De l'aveu même de l'administration, le prix de revient moyen à la colonie de la journée de travail effectif d'un pionnier dépasse onze francs.

Or, conformément à l'article 27 du cahier des charges pour l'exécution des travaux de construction du chemin de fer du Betsiléo, le taux de remboursement par l'entrepreneur de toutes les dépenses faites par la colonie pour la main-d'œuvre qu'elle lui recrute, a été fixée forfaitairement et pour toute la durée du travail à quatre francs par journée et à deux francs par demi-journée de travail effectif des hommes mis par l'administration à la disposition de l'entrepreneur. Ce taux d'ailleurs n'est pas purement théorique, mais est sensiblement celui qui existe dans les diverses provinces de la colonie pour la journée de travail librement consentie d'un indigène non spécialisé.

Dans l'exécution de ses grands travaux la colonie de Madagascar supporte donc une perte sèche supplé-

mentaire d'environ sept francs par journée de travail, effectif de chacun des pionniers mis par elle à la disposition de la société chargée des travaux de construction du chemin de fer de Fianarantsoa.

Nous nous trouvons donc ainsi en face d'une main-d'œuvre qui coûte fort cher et qui n'aurait pas au dire de la presse malgache le rendement qu'elle devrait avoir.

Les journalistes de la Grande Ile en effet prétendent que, contrairement aux affirmations de l'administration, les pionniers ne fournissent pas et, de loin, le travail des travailleurs ordinaires. Bien qu'un peu exagérées, leurs déclarations contiennent pourtant une part de vérité. Les travaux entrepris avec de la main-d'œuvre provenant du second contingent n'avancent guère, bien que des sommes fort importantes y aient été consacrées. Les devis ont-ils été mal établis et les dépenses sous évaluées ? Il y a certainement de cela, mais il y a surtout les dépenses de la main-d'œuvre.

Le pionnier lui-même enfin n'est pas content. Il touche juste les soixante-quinze centimes alloués comme prêt au tirailleur. Il croit n'être pas suffisamment payé, ne voyant pas que son habillement, sa nourriture, son installation coûtent fort cher. Habitué à vivre chez lui dans d'infâmes cases, où il couche souvent à même le sol, les camps du « Smotig » lui semblent un luxe inutile. Il préférerait avoir à se loger et à s'habiller lui-même et recevoir les « quatre » francs du travailleur ordinaire.

Il est difficile de lui montrer les avantages qu'il retire de son embrigadement dans lequel il ne voit qu'une contrainte de tous les instants.

Quoiqu'il en soit il faut reconnaître que sans la création à Madagascar de l'institution du prélèvement de travailleurs sur la deuxième portion du contingent, jamais la colonie n'aurait pu entreprendre les grands travaux d'intérêt général qui seuls permettront sa mise en valeur rapide et méthodique.

Des améliorations devront fatalement être apportées dans les modalités d'application de ce nouveau système de travail, mais le principe lui-même restera bon. Ce sera l'honneur du gouverneur général Olivier, qui a fait prendre le décret du 3 juin 1926, d'avoir vu nettement les besoins de sa colonie et de ne pas avoir hésité à demander au ministre des colonies de lui donner les moyens d'y faire face.

SECTION V

Le travail forcé

Pour achever le commentaire des textes concernant le travail indigène à Madagascar, nous mentionnerons qu'à la suite du vote récent par la Conférence internationale du travail d'un projet de convention sur le travail obligatoire, le gouvernement français a tenu à exposer publiquement son point de vue à ce sujet dans le décret du 21 août 1930 et surtout dans le rapport qui précède.

Le texte n'admet le travail obligatoire que pour des fins d'intérêt public et dans la mesure seulement de l'impossibilité de trouver de la main-d'œuvre libre en quantité suffisante.

Il est toutefois fait exception pour les appels de main-d'œuvre nécessités par des cas de force majeure (défense du territoire, sinistres et toutes circonstances mettant en danger les conditions d'existence de tout ou partie de la population) et pour les travaux de villages consacrés par la coutume et faisant partie des obligations normales des collectivités indigènes. Il s'agit dans cette dernière hypothèse de la corvée des prestations qui existe dans la plupart de nos colonies.

Le décret définit pour terminer la mesure dans laquelle les autorités coloniales peuvent avoir recours à ce mode de travail.

QUATRIEME PARTIE

CONCLUSIONS

Comme nous le disions plus haut, la réglementation du travail indigène à Madagascar n'a pas eu le don d'inciter l'indigène à venir travailler chez l'Européen. Le Malgache, s'il est nettement plus évolué que l'Africain, tout comme ce dernier, n'a pas de biens grands besoins et se contente de peu. Comment le faire travailler dans ces conditions !

Il nous a été donné de le constater particulièrement au cours de notre dernier séjour à Madagascar dans une circonscription du sud-ouest de l'île, la province de Morombé.

Cette unité administrative compte près de 150.000 bovidés pour une population de quelque 45.000 individus. Chaque chef de famille y possède donc un troupeau d'une dizaine de têtes. Tout le delta du Bas-Maungoky d'autre part, fertilisé chaque année par les crues du fleuve qui lui apportent les limons et les terreaux des régions plus hautes, permet à l'indigène de la contrée des cultures vivrières et industrielles très faciles et très productives. De son cheptel, des quelques arpents de terrains qu'il travaille, des quelques rizières qu'il a mises en état, l'autochtone retire plus qu'il ne lui faut pour vivre, pour se vêtir, pour payer ses

impôts. Et il en est plus ou moins ainsi dans toute la colonie, non parce que Madagascar est une contrée particulièrement fertile, mais parce que les bons coins y sont encore nombreux et la population clairsemée. La Grande Ile, en effet, compte à peine 3.750.000 habitants pour une superficie de 592.000 kilomètres carrés, c'est-à-dire pour un territoire plus grand que celui de la France.

On pourrait croire cependant à première vue qu'il serait possible d'obliger indirectement l'indigène au travail soit en augmentant ses impôts et en le mettant ainsi devant une nécessité de fait, soit en lui créant des besoins nouveaux et en lui donnant par là le désir de gagner de l'argent pour les satisfaire. Ce ne seraient cependant que des conceptions tout à fait erronées et mal fondées.

Il faut se faire à l'idée qu'en matière de taxation de l'indigène on a été à Madagascar à la limite du possible. Un Malgache de condition moyenne payait en 1930, suivant les régions, un impôt personnel de cinquante à soixante francs et une taxe d'assistance médicale, qui variait elle de dix à douze francs. D'autres taxes et contributions, taxe bovine, impôts fonciers, venaient encore s'y ajouter. En 1930 les impôts directs atteignaient le chiffre de 138 millions sur un total de recettes de 265 millions prévu au budget, plus de la moitié. Or la presque totalité des impôts perçus sur rôle est levée sur l'indigène. On ne peut guère aller plus loin sans risquer de s'aliéner les Malgaches et sans risquer de faire fuir la matière imposable, comme cela s'est produit en 1927 et en 1928, lorsque, dans un seul but financier la taxe bovine fut brusquement portée de 1 fr. 50 à 7 fr. 50.

Quant à inculquer à l'indigène des besoins nouveaux, ce n'est pas chose facile. C'est toute une éducation qu'il faut entreprendre. Il ne saurait être question d'agir sur les adultes qui, du fait de leur éducation première, resteraient fatalement réfractaires. Il faut agir sur les enfants et c'est là une œuvre de très longue haleine, qui ne donnera des résultats qu'à lointaine échéance. Les habitudes d'un peuple ne changent pas d'un jour à l'autre.

Pendant longtemps encore les provinces déshéritées de l'extrême sud de Madagascar et la région de Farafangana sur la côte est de l'île pourront seules fournir quelque main-d'œuvre... et parfois quelle main-d'œuvre ! Les Antanosy et les Antandroy de la province de Fort-Dauphin ne font pas travailleurs particulièrement estimés. Paresseux, indolents, ils opposent à leurs employeurs une force d'inertie invincible, contre laquelle les prières, les promesses, et même les menaces ne peuvent rien. Heureux encore quand ils ne disparaissent pas des chantiers. Il est rare alors qu'on les retrouve. Sachant qu'ils seront recherchés, les déserteurs ne retournent pas dans leur province d'origine et en attendant d'être oubliés vont vraisemblablement s'embaucher comme journaliers chez quelque colon d'une autre circonscription.

Que pourrait-on d'ailleurs leur faire s'ils étaient repris ? La peine de 1 à 5 jours de prison et de 1 à 15 francs d'amende qui peut être infligée à l'engagé pour rupture brusque et inconsiderée du travail est ridiculement insuffisante et de ce fait pratiquement inefficace. Quelques jours de prison en qualité de détenu administratif ne sont pas pour effrayer

beaucoup l'indigène qui sait qu'il trouvera à la prison et une nourriture abondante et un gîte généralement plus confortable que son habitation de la brousse. Quant à l'amende l'employé qui veut s'en aller la paiera volontiers.

Ce n'est qu'en cas d'emport d'avances qu'une sanction sérieuse pourrait être envisagée et que l'article 408 du Code pénal pourrait être appliqué. Les cas de ce genre ne sont cependant pas très communs et, comme généralement les délinquants ne sont pas retrouvés, la loi reste inopérante.

La population de la région de Farafangana fournit par contre une main-d'œuvre très appréciée et très prisée de la colonisation. Mais ne comptant guère que 350.000 individus, elle ne saurait malheureusement donner satisfaction à tous les besoins qui se font jour dans la colonie. Le Tanala d'ailleurs, qui a tout à fait l'esprit de notre paysan de France, courageux mais âpre au gain, préfère parfois travailler, cultiver la terre pour son propre compte. C'est ce qui est arrivé dans les années d'après guerre, alors que les produits du sol avaient atteints des cours inconnus jusqu'alors, cours si rémunérateurs que la plupart des travailleurs indigènes désertèrent les chantiers et les plantations au grand déplaisir des planteurs. Il en fut particulièrement ainsi dans le nord et l'est de la colonie, là où l'on cultive la vanille, le café, le girofle.

C'est également ce qui est arrivé pour les riches plaines de l'ouest, vers lesquelles un « rush » se produisit, et qui, en quelques années, se virent envahies par de nombreux contingents de Tanala et d'Antaimorona, venus de l'opposé de la colonie. Nous avons pu

voir ainsi se fonder en quelques années des villages importants, tel celui d'Ankilialo dans les plaines du Bas-Mangoky. Bourgade qui ne comptait guère en 1920 que quelques bergers sakalava, ce centre était devenu en 1930 une agglomération de plusieurs milliers d'individus qui s'y livraient à la culture du riz et des pois du Cap. Il fallait malheureusement compter en même temps dans cette région avec la baisse de la natalité chez les peuplades sakalava, qui sembleraient destinées à disparaître.

Mais si le Tanala et l'Antaimorona, en période normale, vont assez volontiers s'embaucher dans les différentes parties de la colonie, ce n'est jamais à titre définitif qu'ils s'éloignent. Dès qu'ils ont amassé un petit pécule et acquis quelques bœufs, ils rentrent définitivement au pays et cessent de louer leur activité. Cultivant un petit lopin de terre, faisant argent des produits de leur troupeau, ils vivent heureux et satisfaits, et la colonisation perd chaque fois des hommes valides et vigoureux.

Si l'on peut, d'un autre côté, se plaindre de la paresse et de l'indolence naturelles de certaines peuplades malgaches, il ne faut pas cependant s'imaginer que l'indigène seul doit être tenu pour responsable du manque de main-d'œuvre à Madagascar. Le Malgache a malheureusement trop souvent été exploité et il n'est pas assez dépourvu d'intelligence pour ne pas s'en être rendu compte. Sans vouloir jeter le discrédit sur une colonisation qui parfois a dû lutter dans des conditions particulièrement difficiles, qui à l'heure actuelle ne se maintient qu'à force de courage et d'énergie et où les bons éléments forment de beau-

coup la grosse majorité, il faut reconnaître cependant que quelques Européens et surtout certains mulâtres originaires de notre possession voisine de la Réunion ont trop fréquemment abusé de la bonne volonté et de l'immense crédulité de l'indigène. Trop de colons à Madagascar estiment que le but véritable et pour ne pas dire unique de la colonisation, c'est de leur permettre de faire rapidement fortune et sont tentés de ne voir dans l'indigène qu'un outil, qu'un moyen d'action. De là à d'odieux abus, il n'y a pas loin !

Nous avons vu un jour la presque totalité des engagés d'un exploitant forestier venir protester auprès de l'administration contre l'exagération de la tâche quotidienne qui leur était imposée et qui leur permettait à peine de gagner la valeur représentative de leur ration.

Nous avons dit que l'indigène avait à l'heure actuelle une véritable peur du contrat. Il faut avouer que ce n'est pas sans raisons. Tout le porte à croire qu'il est lié définitivement et indissolublement envers son employeur et quels que soient les agissements de celui-ci, qui ne se fait pas faute de le lui répéter. Les autorités territoriales de leur côté accordent trop facilement créance à des engagistes qui les trompent. Parfois même et malgré l'évidente mauvaise foi de certains de ceux-ci, pour ne pas laisser périliter des entreprises d'une valeur réelle et qui seraient difficiles à remplacer, l'administration se trouve en quelque sorte obligée de les aider et de faire pression sur l'indigène pour l'empêcher de quitter les exploitations.

Ce ne sont pas là des mesures qui peuvent inciter vraiment l'indigène à aller s'embaucher dans une firme ou une exploitation européenne.

Nous mentionnerons également une pratique fréquente des colons de la Grande Ile qui contribue pour une grande part à ancrer dans l'idée du Malgache qu'il n'est plus libre dès qu'il a accepté de travailler chez un Européen : celle de se faire remettre par les travailleurs leurs cartes individuelles et les intercalaires de celles-ci qui justifient du paiement annuel des impôts. Ces hommes ne peuvent plus alors s'éloigner des chantiers et des plantations où ils sont employés sans courir le risque de se faire arrêter pour défaut de papiers d'identité. Comment veut-on que ces indigènes acceptent alors de s'embaucher chez un colon ? Ils pourraient, il est vrai, se faire délivrer par l'administration des duplicata des pièces qui leur ont été enlevées, mais la plupart l'ignorent et, même le sachant, certains n'oseraient le faire de crainte de s'attirer des désagréments avec leur employeur.

Persuadé qu'il lui sera toujours donné tort lorsqu'il ira se plaindre de son maître, le travailleur indigène préférera renoncer à faire valoir ses droits contre celui-ci ; les faits le confirment. La presque totalité des affaires portées devant les conseils d'arbitrage le sont par les employeurs. Il n'existe pas à notre connaissance de cas où l'un de ces derniers se serait vu condamner à une amende par application de l'article 85 du décret du 22 septembre 1925 pour rupture brusque et injustifiée du travail. Or les renvois de travailleurs sont choses assez fréquentes.

Quant aux tribunaux répressifs, ils ne sont jamais saisis. Ces juridictions devant lesquelles la procédure est compliquée et onéreuse effrayent l'indigène qui ne s'y adresse jamais.

Il ne faudrait pas cependant prendre la situation au tragique. La population indigène est à l'heure actuelle plus que suffisante pour donner satisfaction aux besoins en main-d'œuvre de toute la colonisation qui n'est pas très nombreuse encore. Mais il faudrait que les employeurs changent leurs procédés. Il ne faudrait pas croire que de parti pris le Malgache soit l'ennemi de tout travail. Des hommes valides et vigoureux existent dans toutes les provinces, qui s'embaucheraient volontiers s'ils y trouvaient leur avantage et s'ils ne craignaient de perdre leur indépendance et leur liberté.

L'engagiste, qui offrira un salaire raisonnable et qui saura gagner la sympathie et l'estime de ses hommes, trouvera toujours facilement sur place la main-d'œuvre dont il aura besoin. Mais il faut, pour cela, être juste et ne pas demander l'impossible. Il faut surtout tenir scrupuleusement tous ses engagements, laisser le travailleur partir et ne pas essayer de le retenir, son temps expiré. Il faut aussi montrer à l'indigène qu'on ne le considère pas uniquement comme une brute, comme une bête de somme ; quelques compliments, quelques bonnes paroles porteront efficacement sur lui et il restera volontiers au service d'un maître bienveillant et affable. La psychologie du travailleur malgache n'est pas, au fond, tellement différente de celle de l'ouvrier blanc ou jaune.

*
**

Quant aux travaux de fokon'olona, quant aux prestations comme on dit communément aujourd'hui,

c'est, nous l'avons mentionné, une des charges les plus impopulaires imposées à la population malgache et les assujettis s'efforcent par tous les moyens de s'y soustraire.

Si, telles qu'il faut les comprendre, les prestations doivent rester une forme modeste et en quelque sorte familiale de l'impôt ; la pratique engendre fatalement des abus.

Les prestations ne peuvent être facilement supportées par les indigènes qu'à la condition d'être exécutées aux époques les moins gênantes pour le cultivateur indigène et d'être utilisées seulement dans le voisinage des agglomérations. Or, ce sont là des conditions qui nuisent à la bonne utilisation et à l'emploi rationnel du travail des imposables.

La nécessité de n'entreprendre les travaux que pendant certaines périodes de l'année, d'employer les indigènes aux abords des villages, oblige à appeler presque tous les prestataires en même temps et à entreprendre tous les travaux à la fois. D'où impossibilité pratique d'assurer une surveillance convenable des chantiers, éparpillement des efforts sur des voies et des ouvrages d'une utilité souvent contestable et, enfin, gaspillage de main-d'œuvre.

Le manque d'outils, l'absence de moyens mécaniques abaissent encore le rendement de la main-d'œuvre prestataire.

Et puis, comment veut-on que des hommes appelés sur des chantiers pour quelques jours seulement puissent rendre réellement de gros services ? Employés à des travaux auxquels ils sont inaccoutumés, ignorant généralement le maniement des quelques outils mis à

leur disposition, ils ne peuvent vraiment se rendre utiles. A peine arrivés, ils doivent d'ailleurs quitter les chantiers pour rentrer chez eux.

Les facilités qu'offrent, d'autre part, les prestations, poussent de nombreux administrateurs à entreprendre des travaux dont l'utilité, le plus souvent nulle pour les indigènes, n'est pas toujours immédiate pour les Européens.

Nous nous trouvons donc en face d'une forme du travail qui, sous son bon marché apparent est, sans doute, la plus chère de toutes.

Les quelques administrateurs qui ont voulu obtenir de la main-d'œuvre prestataire un rendement qui ne soit pas tout à fait insignifiant, se sont vus contraints de convoquer les assujettis à toutes époques de l'année en les faisant servir sur les chantiers par roulement sous la surveillance de contremaîtres qualifiés et en leur fournissant le matériel et l'outillage que les moyens financiers restreints des provinces permettaient d'acquérir.

Quant à nous, nous voudrions voir à Madagascar sinon la suppression, tout au moins la transformation du régime des prestations. On pourrait, à notre avis, obtenir des résultats beaucoup meilleurs en généralisant le système du rachat. Aujourd'hui ne sont autorisés à se libérer en argent qu'un nombre restreint d'individus, gros contribuables, commerçants, engagés ou fonctionnaires. Nous voudrions que le rachat soit entièrement libre et que ne soient astreints à s'acquitter en nature que les indigènes qui préféreraient cette façon de faire. Nous sommes persuadés que la presque totalité des Malgaches opteraient pour le

païement. Il rentrerait ainsi dans les caisses provinciales des sommes fort importantes qui, sagement utilisées, permettraient l'extension rapide du réseau routier de la Grande Ile, réseau dont le développement économique de la colonie dépend pour beaucoup.

On pourrait alors former des équipes de cantonniers de métier, qui seraient employés d'une façon régulière pendant presque toute l'année. Ces hommes acquerraient vite une formation professionnelle suffisante et fourniraient un travail incomparablement supérieur à celui de la main-d'œuvre prestataire actuelle.

L'avoir des caisses provinciales, considérablement grossi, permettrait l'achat et la mise à la disposition des équipes permanentes de l'outillage et des moyens de traction mécanique nécessaires à l'accomplissement de leur tâche.

Pour obtenir des résultats rapides il y aurait lieu de sérier les efforts et de n'entreprendre que les travaux strictement indispensables. En ce qui concerne les routes, seules les artères régionales principales devraient être aménagées. Les chemins muletiers, qui exigent à l'heure actuelle un entretien en disproportion avec leur utilité réelle, devraient, pour la plupart, être abandonnés, tout au moins provisoirement.

Un agent, qui serait détaché du service des Travaux publics et qui serait payé sur le budget provincial des prestations, pourrait être mis dans chaque circonscription à la disposition du chef de l'unité administrative. Ce fonctionnaire serait spécialement chargé des études à faire, de l'examen et de la recherche des moyens les plus propices pour l'exécution des

travaux. La surveillance technique des chantiers lui appartiendrait également. Le tout, naturellement, sous l'autorité et le contrôle immédiat du chef de province.

On pourrait nous faire deux objections :

1° Les sommes qui rentreraient dans les caisses provinciales seraient-elles suffisantes pour assurer une pareille organisation ?

2° Serait-il possible d'assurer le recrutement des cantonniers nécessaires qui, forcément, seraient assez nombreux ?

Ces deux objections ne nous semblent pas insurmontables.

Nous sommes persuadés que presque partout les contribuables préféreraient le système du rachat à l'acquittement en nature de l'obligation des prestations. Cette corvée est devenue si impopulaire qu'il n'en peut être autrement. Le Malgache, qui d'ailleurs vit plutôt largement, trouverait facilement les quelques dizaines de francs qui lui seraient nécessaires pour se libérer. Nous avons vu des bergers sakalava offrir des bœufs aux autorités indigènes pour se soustraire à l'envoi sur les chantiers. A plus forte raison paieraient-ils volontiers les 35 ou 40 francs auxquels s'élève aujourd'hui le montant du rachat des dix journées dues.

Une province comme celle de Tuléar, qui compte 60.000 imposables, pourrait établir un budget de 1.400.000 francs, si l'on admet, ce qui est un chiffre minimum, que les deux tiers des assujettis se libéreraient en argent. Cela permettrait l'emploi permanent de 6 à 800 hommes pendant les quelque huit mois

favorables de l'année et laisserait 4 à 500.000 francs pour le paiement de l'agent des Travaux publics, pour l'achat de l'outillage et des matériaux. On se rendra compte facilement des résultats que l'on pourrait obtenir en quelques années avec de pareils moyens.

La deuxième objection qui pourrait être formulée ne nous apparaît pas non plus comme insurmontable. Il ne nous semble pas impossible de trouver quelques centaines de travailleurs dans une population mâle adulte cent fois plus forte environ. Nous sommes fondés à penser que l'indigène viendrait volontiers s'engager sur les chantiers de l'administration s'il savait qu'il serait bien traité, bien nourri et employé à proximité de chez lui.

Au cas, pourtant, où il serait impossible de trouver dans la population libre toute la main-d'œuvre voulue, on pourrait, à notre avis, employer sur place les hommes du second contingent, qui, trop loin des chantiers des grands travaux, restent dans leurs foyers, sans être utilisés. Il n'y aurait pas injustice à leur demander de s'acquitter dans leur propre région d'origine et dans le voisinage immédiat de leurs villages, d'une charge qui pourrait leur être imposée, et qui est imposée à d'autres dans des conditions beaucoup plus désavantageuses.

*
**

Nous avons dit plus haut que des améliorations devraient fatalement être apportées dans le mode de recrutement et d'emploi des hommes du second contingent si l'on ne voulait pas s'exposer à apporter la ruine dans les finances de la colonie.

Le système actuel est donc mauvais. C'est ce que laisse nettement apparaître la prise de l'arrêté du 6 novembre 1930, par M. le gouverneur général Cayla. Le chef de la colonie de Madagascar paraît vouloir revenir au recrutement par engagement libre pour assurer la main-d'œuvre nécessaire aux chantiers des grands travaux. La circulaire du même jour qui accompagne le texte de l'arrêté prévoit que les nouveaux engagés recevront un salaire journalier de trois francs qu'augmentera, le cas échéant, une prime de dépaysement de cinquante centimes, et toucheront une ration de 800 grammes de riz et de cent grammes de viande.

Nous ne croyons pas que ce système d'engagement permettra le recrutement d'une main-d'œuvre bien nombreuse.

Le vrai remède, à notre sens, serait de renoncer à la militarisation du second contingent. Au point de vue rendement du travail, celle-ci n'a aucun avantage net et précis sur les autres modes de recrutement. La question de l'instruction militaire à donner aux appelés pourrait seule légitimer leur embrigadement. Or, que peut-on leur apprendre en quelques semaines ? Certains écrivains militaires estiment qu'en France la durée du service militaire est trop courte et ne permet pas de donner aux recrues une formation technique suffisante. Peut-on réellement penser que des Malgaches puissent faire mieux que des métropolitains, et puissent, en deux mois, acquérir une instruction militaire suffisante pour leur permettre, le cas échéant, d'être immédiatement utilisés dans des formations du génie ? Quant à nous, nous ne le pen-

sons pas et nous ne voyons, dans l'embrigadement des pionniers, qu'un moyen de couper court à toutes les polémiques de Genève et des partis avancés.

L'enrégimentement des recrues est donc parfaitement inutile et, bien plus, onéreux, puisqu'il entraîne l'inutilisation des hommes pendant de longs jours.

Les pionniers devraient être traités comme de simples engagés et devraient, comme eux, recevoir simplement un salaire journalier, une ration, et, à leur entrée en service, un équipement très simple composé uniquement d'une couverture, d'une gamelle et d'une cuiller.

Les dépenses d'encadrement, d'habillement, de logement même, pourraient, de ce fait, être réduites dans une très forte proportion. Les finances de la colonie s'en ressentiraient heureusement et les appelés eux-mêmes en seraient plus contents. Ce serait bien là le meilleur.

Il faudrait malheureusement obtenir l'assentiment du gouvernement métropolitain, et nous craignons qu'il ne soit plutôt difficile d'entraîner son adhésion.

ANNEXES

ANNEXE I

N° 429. *RAPPORT AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE suivi d'un décret portant réglementation du travail indigène dans la colonie de Madagascar et dépendances.*

(Ministère des Colonies. — Direction des Affaires politiques, 2^e bureau).

Paris, le 22 septembre 1925.

Monsieur le Président,

La question de la main-d'œuvre réglementée en dernier lieu à Madagascar par un arrêté local du 20 août 1920 se pose plus impérieuse que jamais dans cette possession dont l'effort économique réalisé depuis la guerre risque d'être compromis par les difficultés croissantes auxquelles se heurtent les entreprises publiques et privées, lorsqu'il s'agit de recruter les ouvriers dont elles ont besoin.

Il est apparu au Gouverneur général de la grande île, que le texte précité ainsi que le décret du 10 juin 1921 portant réorganisation des conseils d'arbitrage à Madagascar, ne répondaient plus aux nécessités de l'heure présente et qu'il convenait de condenser en un seul acte, en les modifiant, les dispositions sur lesquelles s'appuie la réglementation du travail.

Il importe, notamment, d'assurer la stabilité de la main-d'œuvre, de lui garantir une rémunération en harmonie avec l'augmentation du coût de la vie, de don-

ner aux employeurs une sécurité devenue précaire et d'assurer le règlement impartial et rapide des différends pouvant naître de l'exécution ou de l'inexécution des contrats intervenus.

Dans ce but a été préparé, après une étude minutieuse, le projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*
Signé : STEEG.

Le Ministre des Colonies,
Signé : André HESSE.

*DECRET réglementant le travail indigène
dans la colonie de Madagascar et dépendances
(22 septembre 1925).*

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 10 juin 1921, portant réorganisation des conseils d'arbitrage du travail indigène à Madagascar ;

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

DÉCRÈTE :

I

DU RECRUTEMENT

ARTICLE PREMIER. — Le recrutement des travailleurs indigènes destinés à être employés à l'intérieur ou en dehors de leur circonscription d'origine est assuré par l'employeur ou par son représentant européen ou indigène agréé par l'office régional du travail¹, et sous le contrôle des autorités locales.

1. Avec ou sans l'assistance de l'Office régional du travail.

ART. 2. — Les opérations de recrutement sont en principe autorisées dans toute la colonie.

Le Gouverneur Général peut, cependant, les suspendre par arrêté dans certaines régions, pour des raisons d'ordre public ou dans l'intérêt de la santé et de l'hygiène publiques.

II

STATUT DES TRAVAILLEURS.

ART. 3. — Les indigènes et assimilés de l'un ou l'autre sexe âgés de 16 ans révolus, peuvent être employés dans les entreprises publiques ou privées comme journaliers ou à titre permanent.

ART. 4. — Sont considérés comme travailleurs permanents ceux qui louent leurs services pour une durée effective et consécutive d'un mois au minimum chez le même employeur, quel que soit le mode de payement des salaires convenus.

ART. 5. — Les conditions générales prévues au chapitre « Contrat du travail » du présent texte sont obligatoires pour tous les travailleurs permanents, que leur engagement résulte d'une convention verbale ou d'un contrat écrit.

ART. 6. — Le contrat est toujours écrit, visé et enregistré lorsque les travailleurs sont recrutés avec l'assistance de l'office régional du travail, ou, à défaut, d'un agent de l'administration.

Tout engagement de travailleur indigène pour une durée supérieure à trois mois comportera obligatoirement un contrat, visé et enregistré.

ART. 7. — L'engagement du personnel domestique reste seul soumis aux usages locaux, quelle que soit sa durée ou sa forme ; mais les contestations auxquelles il pourrait donner lieu sont, comme tous les différends entre employeurs européens ou indigènes, de la compétence du conseil d'arbitrage.

Pour ce personnel, la résiliation de l'engagement, sauf dans le cas de consentement mutuel, ne deviendra effec-

tive qu'après avis donné par l'une ou l'autre partie à l'Office régional du travail là où il en existe un, et huit jours après réception de cet avis.

L'Office régional du travail préviendra sans délai l'autre partie.

ART. 8. — Les mineurs peuvent être employés à des travaux urgents et peu pénibles nécessitant à certaines saisons une main-d'œuvre nombreuse et spéciale (fécondation de la vanille, cueillette des clous de girofle, etc.) mais uniquement à la journée et dans des conditions à déterminer, pour chaque région, par l'Office du travail.

III

OFFICE CENTRAL ET OFFICES RÉGIONAUX DU TRAVAIL

ART. 9. — Il est institué au Gouvernement Général un Office central et dans chaque province ou district où cette création sera jugée nécessaire, un office régional du travail.

ART. 10. — L'Office central réunit, ordonne et publie tous les renseignements, documents et statistiques relatifs aux besoins, et aux disponibilités, aux demandes et aux offres de main-d'œuvre dans la colonie.

Il contrôle les Offices régionaux du travail.

Il étudie les améliorations à apporter à la réglementation du travail indigène proposées par les inspecteurs du travail dont il centralise les rapports.

ART. 11. — L'Office central comprend une commission consultative et un comité permanent.

La commission consultative est composée, sous la présidence du chef du service des affaires politiques, de :

Quatre colons désignés, deux par le Gouverneur Général et deux par la section européenne de la délégation financière et choisis parmi les représentants des agriculteurs, des commerçants, des entrepreneurs et des exploitants miniers ;

Un inspecteur du travail, autant que possible ;

Un délégué du Directeur du Service de Santé et l'Assistance médicale indigène ;

Un délégué du Directeur des travaux publics ;

Un administrateur des Colonies en service aux affaires politiques, secrétaire ;

Quatre notables indigènes, deux délégués par le Gouverneur Général et deux par la section indigène de la délégation financière.

La commission se réunit au moins une fois par trimestre .

ART. 12. — Font partie du comité permanent.

Le Chef du service des affaires politiques et administratives ;

Le délégué du directeur des Travaux publics ;

L'un des deux colons et l'un des deux notables indigènes désignés par les délégations financières ;

Le secrétaire de la commission consultative.

ART. 13. — L'Office régional du travail constitue un bureau officiel de placement, de renseignements et de statistique.

Il sert d'intermédiaire entre les employés européens ou indigènes et les travailleurs indigènes ; il facilite et surveille le recrutement de la main-d'œuvre pour les entreprises publiques et privées.

Il centralise les demandes et offres de main-d'œuvre et les porte à la connaissance du public ; il se tient en relations constantes avec les Offices régionaux voisins et avec l'Office central du travail.

Il vise et enregistre les contrats du travail, indique par eux aux employeurs, à leurs fondés de pouvoirs et aux travailleurs les conditions générales que doivent obligatoirement stipuler les contrats.

Il doit être avisé dans les conditions prévues au présent texte de toute résiliation ou rupture de contrat.

ART. 14. — Les commissions du travail sont supprimées et leurs attributions transférées, dans les conditions et sous les réserves ci-après, aux Offices régionaux du travail.

L'Office régional propose les taux normaux des salaires à appliquer pour chaque genre de travail et le tarif minimum de ces salaires qui sont fixés, dans chaque circonscription et au besoin dans chaque subdivision administrative, par arrêté du Gouverneur général.

Il détermine suivant les usages locaux, les conditions normales du travail dans les limites prévues par le présent texte.

Il donne son avis sur toutes les questions intéressant la main-d'œuvre dans sa région.

ART. 15. — L'Office régional du travail comprend, sous la présidence du chef de la province ou de son délégué, ou du chef de district :

L'inspecteur du travail, lorsqu'il est présent dans la région ;

Un ou deux délégués de la Chambre de commerce ou consultative ;

Le médecin inspecteur de l'Assistance médicale indigène ou, à défaut, le médecin en service dans la localité ;

Un agent du Service des travaux publics ;

Un ou deux notables indigènes ;

Un secrétaire permanent rétribué.

IV

INSPECTION DU TRAVAIL

ART. 16. — Il est créé dans la colonie une inspection du travail.

Les inspecteurs du travail sont nommés par arrêté du Gouverneur Général et choisis autant que possible parmi les fonctionnaires de l'ordre administratif ou parmi les médecins des troupes coloniales hors cadres ou les médecins européens de l'Assistance médicale indigène que leur grade et leur expérience du pays désigneraient particulièrement pour ces fonctions.

Les inspecteurs du travail recevront une commission spéciale et seront préalablement assermentés.

Ils sont chargés d'assurer l'exécution des dispositions du présent texte et, d'une manière générale, de la réglementation du travail indigène à Madagascar.

Ils ont accès en toute circonstance dans tous les ateliers, chantiers, établissements et exploitations employant des travailleurs indigènes à titre permanent ou comme journaliers, ainsi que dans les camps et habitations des travailleurs.

Ils ne peuvent toutefois pénétrer dans les locaux habités par les employeurs qu'après y avoir été autorisés par les personnes qui les occupent.

ART. 17. — Les inspecteurs du travail visent les registres dont la tenue est prescrite aux employeurs ; ils peuvent se faire présenter tous contrats, livrets de travail et d'identité prévus par les règlements en vigueur.

Ils reçoivent les déclarations et réclamations des employeurs et de leurs employés, interviennent sur la demande des intéressés ou d'office lorsque des difficultés leur sont signalées et s'efforcent de concilier les parties, sous réserve de recours au conseil d'arbitrage.

Ils peuvent interroger les travailleurs et faire toutes les investigations qu'ils jugent utiles.

Ils peuvent requérir les médecins de l'Assistance médicale indigène de les accompagner dans leurs inspections, afin de vérifier l'exécution des prescriptions sanitaires.

Leurs constatations et observations obligatoirement consignées d'une manière sommaire sur les registres visés plus haut font, en outre, l'objet de rapports adressés à l'Office central du travail et aux Offices régionaux où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

ART. 18. — Les inspecteurs du travail constatent les infractions à la réglementation en vigueur par procès-verbaux qui font foi jusqu'à inscription de faux.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire et envoyés l'un au Chef de la province et l'autre à la juridiction compétente.

Ils procèdent à toutes enquêtes sur les causes, les circonstances et la nature des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

Ils fournissent un rapport annuel sur l'application de la réglementation du travail, font toutes propositions relatives à l'hygiène, à la sécurité des travailleurs, à l'amélioration des rapports entre employeurs et employés, et donnent leur avis sur toutes les questions concernant la main-d'œuvre.

Ce rapport en double exemplaire est adressé à l'Office central du travail et par extraits aux Offices régionaux intéressés.

ART. 19. — Les dispositions qui précèdent ne dérogent pas aux attributions des chefs de circonscriptions et de subdivisions administratives et à la réglementation en vigueur en ce qui concerne les exploitations minières, la surveillance des appareils à vapeur.

V

DES CONTRATS DE TRAVAIL

ART. 20. — Sont qualifiés contrats de travail les contrats passés entre employeurs, d'une part, et indigènes salariés, employés dans une entreprise agricole, commerciale ou industrielle, d'autre part.

La durée du contrat ne peut être inférieure à un mois ni supérieure à deux ans.

ART. 21. — La durée de la journée de travail est fixée par l'Office régional.

ART. 22. — Lorsqu'un engagé doit travailler à la tâche, celle-ci ne peut être supérieure au travail effectué normalement dans une journée selon la durée fixée par l'Office régional.

ART. 23. — Le repos hebdomadaire est obligatoire. Il sera, en principe, accordé le dimanche et, dans les entreprises où tout le personnel ne peut en bénéficier en même temps, un jour quelconque de la semaine par roulement.

ART. 24. — Le salaire, avec ou sans ration, ne peut, en aucun cas, être inférieur au minimum fixé par arrêté du Gouverneur Général sur la proposition de l'Office régional du travail.

Les salaires doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

Ils seront payés au moins une fois par mois, un jour autre que celui où les travailleurs ont droit au repos.

Le paiement ne peut avoir lieu dans un débit de boisson ni dans un magasin de vente.

ART. 25. — L'employeur qui a fait une avance en espèces au moment de la signature du contrat ne peut

se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième du montant des salaires exigibles.

Les acomptes sur le travail ne sont pas considérés comme avances.

ART. 26. — Les travailleurs manuels employés sur les chantiers publics, ou dans les entreprises privées ont droit, sur leur demande, à une ration journalière de vivres dont la composition est fixée par l'Office régional du travail.

Dans ce cas, le contrat stipulera si la ration doit être fournie en plus du salaire fixé, ou si elle doit venir en déduction de ce salaire, et pour combien.

Il est absolument interdit de faire figurer l'alcool dans la ration.

En aucun cas, la ration alimentaire prévue ne pourra être diminuée.

Une ration forte est allouée lorsque la journée de travail excède huit heures, lorsque le travail est particulièrement pénible ou qu'il a lieu la nuit.

ART. 27. — Les femmes et les enfants âgés de moins de seize ans ne peuvent être employés à aucun travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

ART. 28. — En dehors des agglomérations urbaines ou rurales où ils sont domiciliés, les travailleurs seront convenablement logés et couchés, suivant le mode indigène, par l'employeur et à ses frais.

Les villages ouvriers seront soumis aux prescriptions des textes réglementant l'hygiène des agglomérations rurales.

ART. 29. — Tous les frais de transport des engagés par voie maritime, en chemin de fer ou en automobile, ainsi que la nourriture, sont à la charge de l'employeur.

Si l'engagé rejoint à pied le lieu de l'exploitation, il a droit, en plus de la ration journalière fixée par l'Office régional du travail, à la moitié du salaire quotidien prévu au contrat.

La durée de voyage terrestre est décomptée d'après les textes réglementant les transports administratifs dans la colonie. Le parcours moyen ne doit pas dépasser

trente kilomètres par jour lorsque le convoi comprend

ART. 30. — Sauf lorsque le contrat a été rompu par sa des femmes et des enfants.

faute, le rapatriement est dû, dans les mêmes conditions que celles fixées pour le voyage aller, aux travailleurs en fin d'engagement, et par le dernier employeur si plusieurs contrats successifs ont été passés.

ART. 31. — Les indigènes recrutés pour être employés en dehors de leur circonscription d'origine sont, avant la signature du contrat, visités par un médecin désigné par l'Office régional du travail, qui ajourne ou empêche, le cas échéant, leur mise en route.

Ceux qui sont reconnus aptes au travail et doivent être employés dans la région des hauts plateaux, reçoivent, au départ, une couverture et, dès leur arrivée, un vêtement chaud, si l'exploitation est située à plus de 800 mètres d'altitude.

ART. 32. — Les entreprises publiques ou privées employant de 100 à 1.000 hommes doivent avoir un poste de secours pourvu de médicaments d'urgence et d'objets de pansement ; au-dessus de 1.000 hommes, le service médical est assuré par un médecin indigène disposant des médicaments dont la nomenclature est prévue par l'arrêté du 24 mars 1917 ; à partir de 3.000 hommes, le service sera organisé conformément aux instructions ministérielles du 22 juillet 1924 et dirigé par un docteur en médecine.

ART. 33. — Toutes ces exploitations recevront de la colonie une subvention égale, au maximum, au quart des versements effectués dans l'année par les travailleurs, au titre de l'Assistance médicale indigène.

ART. 34. — Les contrats de travail passés entre employeurs européens ou indigènes et travailleurs indigènes peuvent être visés et enregistrés sur la demande des intéressés, même si ces contrats sont conclus pour une durée de trois mois ou inférieure à trois mois.

Ils sont obligatoirement soumis au visa et à l'enregistrement :

1° Lorsque le recrutement est fait avec l'assistance de l'Office régional du travail, ou, à défaut, d'un agent de l'administration ;

2° Lorsque l'engagement est passé pour une durée supérieure à trois mois.

Le contrat est visé et enregistré par l'Office régional du travail, lorsqu'il en existe un, et, dans le cas contraire, par le Chef du district.

ART. 35. — Les contrats soumis au visa de l'enregistrement comportent obligatoirement, outre la référence aux conditions générales susénoncées, applicables à tous les travailleurs permanents, les indications suivantes :

1° Nom, prénoms, nationalité, profession, domicile de l'employeur ;

2° Nom, prénoms, surnoms, filiation, âge approximatif de l'employé, son domicile, avec mention des villages faritany et district, le numéro de son livret individuel ;

3° La photographie, et, à défaut, l'empreinte digitale, la taille et les particularités susceptibles de préciser son identité ;

4° Le lieu et la nature du travail à fournir et sa durée, qui ne saurait être inférieure à treize jours par mois ; s'il s'agit d'un travail à la tâche, celle-ci sera calculée de manière à assurer à l'employé un salaire mensuel au moins égal au montant de quinze journées ;

5° La durée de l'engagement et la date à partir de laquelle il aura son effet ;

6° Le taux de salaire et les époques de paiement (au moins une fois par mois) ;

7° La ration fixée par l'Office régional du travail et spécifiée en nature et en quantité ;

8° Les conditions de logement, et, s'il y a lieu, celles du vêtement du travailleur ;

9° Les avances faites au moment de l'engagement ;

10° Les clauses spéciales de résiliation convenues, et toutes autres stipulations intervenues entre les parties et non contraires aux dispositions du présent texte.

Le visa et l'enregistrement seront refusés lorsque le contrat présenté ne satisfera pas aux prescriptions susénoncées.

ART. 36. — Avant d'apposer son visa, le Chef de district ou le secrétaire de l'Office régional du travail don-

nera lecture du contrat aux parties, en français et en malgache et s'assurera du libre consentement de l'engagé.

L'employeur pourra se faire représenter par un mandataire européen ou indigène agréé par l'Office régional du travail.

Il sera fait mention de ces formalités, ainsi que de la certification des signatures des parties ; si l'une d'elles était illettrée, il en serait également fait mention.

Les contrats de travail visés sont établis en triple exemplaire : l'un pour l'employeur, le second pour l'employé, le troisième pour l'Office régional du travail, sur des livrets dénommés « livrets de travail ».

Un arrêté du Gouverneur général déterminera le modèle de ces « livrets de travail ».

ART. 37. — Si le contrat est visé et enregistré au district, et s'il n'existe pas d'Office régional du travail dans la province, le troisième exemplaire est conservé dans les archives du district ; dans le cas contraire, il est adressé à l'Office régional du travail.

Les livrets de travail sont fournis par l'autorité administrative ; le prix est fixé à un franc par exemplaire et est payé par l'engagiste au profit du budget local.

ART. 38. — En cas de perte déclarée par l'employeur ou par l'employé, un duplicata peut être délivré, après enquête sommaire, contre versement par la partie intéressée d'une somme de deux francs au profit du budget local.

ART. 39. — Avant tout engagement, l'identité et la situation fiscale (impôts et prestations) de l'employé sont vérifiées par les bureaux du district.

L'employeur ou son fondé de pouvoirs s'engagera à verser, tant que l'indigène restera à son service :

1° Les impôts de l'exercice en cours par quart et à termes échus ;

2° Les impôts des exercices antérieurs dont l'engagé pourrait être redevable, à raison de 50 pour cent des sommes dues par année de travail fourni et à l'expiration de chaque année.

Les sommes ainsi versées sont retenues par l'employeur sur les salaires du travailleur.

Les récépissés de versement des impôts ainsi payés devront être établis au nom du travailleur et remis à ce dernier.

ART. 40. — Les indigènes liés par contrat d'un an au moins sont autorisés à racheter leurs prestations dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Ils sont dispensés de la garde de nuit et des corvées dites de folconolons. Mais ils doivent prêter leur concours en cas d'accident, incendie, inondation, etc.

Leur livret individuel sera estampillé et mentionnera le nom de leur employeur et le numéro d'enregistrement de leur contrat de travail.

ART. 41. — Les contrats de travail peuvent être résiliés :

- 1° Par consentement mutuel des parties ;
- 2° Par la volonté de l'une des parties dans les cas prévus au contrat ;
- 3° Par décision du conseil d'arbitrage dans les autres cas.

Avis de la résiliation doit être donné dans le délai d'un mois, dans les deux premiers cas par l'employeur, dans le dernier cas par le secrétaire du conseil d'arbitrage, à l'Office régional du travail ou au chef de district qui a visé le contrat.

ART. 42. — L'employeur doit tenir au lieu de l'exploitation un registre coté et paraphé par l'autorité administrative de sa résidence ou du lieu de son exploitation, et y consigner :

- 1° Les noms de tous ses ouvriers, journaliers ou permanents ;
- 2° Le travail fourni ;
- 3° Les avances faites ;
- 4° Les salaires payés ;
- 5° Les absences régulières ou irrégulières ;
- 6° Les retenues opérées sur les salaires ;
- 7° Facultativement, toutes autres indications qu'il jugera utiles.

Ce registre sera produit sur place à toute réquisition des inspecteurs du travail, des autorités judiciaires et des autorités administratives chargées de la surveillance et du contrôle du travail indigène à Madagascar.

Un arrêté du Gouverneur général déterminera le modèle du registre à tenir par l'employeur.

IV

INTERRUPTIONS DU TRAVAIL. SANCTIONS DU CONTRAT DE TRAVAIL.

ART. 43. — L'absence de l'engagé est régulière dans les cas suivants :

- 1° Autorisation de l'employeur ;
- 2° Indisponibilité pour cause d'accident ou de maladie ;
- 3° Convocation de l'autorité administrative ou judiciaire ;
- 4° Exécution des travaux de prestations à défaut de rachat ;
- 5° Cas de force majeure.

ART. 44. — Dans tous les cas d'absence régulière, aucune sanction ne peut être prise contre l'engagé, et l'employeur ne peut demander la résiliation du contrat que si cette absence dépasse trente jours consécutifs.

ART. — Pendant toute la durée de l'absence, l'employé n'a droit ni au salaire, ni à la ration, sauf le cas prévu ci-après ou stipulation contraire du contrat ; mais il conserve pour lui, et le cas échéant, pour sa famille, le droit au logement, lorsqu'il en est mis un à sa disposition.

ART. 46. — Si l'absence a pour cause une indisponibilité (accident ou maladie) résultant du travail, l'employeur doit fournir la ration et le demi-salaire pendant un mois au maximum.

Si l'absence a pour cause un accident ou une maladie ne résultant manifestement pas du travail, l'employeur doit, néanmoins, fournir la ration entière pendant un mois au maximum.

ART. 47. — Il doit également fournir ou rembourser les soins médicaux et les médicaments pendant le même temps si les travailleurs n'ont pu être soignés dans une formation de l'assistance médicale indigène.

ART. 48. — A l'expiration de ce délai, l'employeur pourra demander au conseil d'arbitrage la résiliation du contrat, sous réserve des suites judiciaires que pourrait entraîner l'accident ou la maladie, cause de l'indisponibilité.

ART. 49. — L'absence résultant de la seule volonté du travailleur sans qu'il y ait eu violation par l'employeur du contrat de travail, est irrégulière.

Elle donne lieu d'office de la part de l'employeur et par les soins de ce dernier, à une retenue égale au salaire dû pendant la durée de l'absence, sous réserve de l'inscription régulière de cette retenue au registre prévu plus haut et sauf recours au conseil d'arbitrage.

ART. 50. — En cas de nouvelle absence irrégulière, si celle-ci dure plus de quinze jours consécutifs, l'employeur peut demander au conseil d'arbitrage la résiliation du contrat, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient lui être alloués et du remboursement des débours de toute nature, autres que les salaires et les frais médicaux, effectués pour le compte du travailleur.

ART. 51. — La violation du contrat de travail par l'employeur donne lieu à un recours devant le conseil d'arbitrage soit par le travailleur, soit par l'inspecteur du travail, et, à défaut, par toute autorité administrative chargée de la surveillance et du contrôle du travail indigène.

ART. 52. — Les dispositions des articles 46, 47 et 48, édictées à titre provisoire, resteront en vigueur jusqu'au moment où devra entrer en application la réglementation d'ordre général prévue par la Circulaire ministérielle du 22 juillet 1924.

VII

INFRACTIONS A LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL, PÉNALITÉS, COMPÉTENCE.

ART. 53. — Relèvent de la juridiction des tribunaux répressifs de droit commun et sont punies des pénalités prévues au présent texte les infractions à la

réglementation du travail indigène énumérées et qualifiées ci-après :

Est passible d'une amende de 16 à 100 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 15 jours tout individu ayant passé ou consenti des contrats de travail fictifs.

ART. 54. — Est passible des mêmes peines ou de l'une de ces deux peines seulement, tout individu ayant passé un contrat stipulant des conditions de travail contraires à la réglementation en vigueur ou différentes de celles qui sont en réalité appliquées ; ne prévoyant pas un salaire payable en espèces ou prévoyant un certain nombre de journées ou d'heures de travail non rétribué ; exigeant de l'engagé des redevances en argent ou des prestations en nature ; lui imposant des obligations ou lui accordant des avantages que seule l'autorité peut imposer ou accorder.

La nullité de ces contrats sera toujours prononcée.

ART. 55. — Est passible des mêmes peines ou de l'une de ces deux peines seulement :

Tout individu apportant des entraves à l'exercice par les fonctionnaires désignés à cet effet de la surveillance et du contrôle du travail indigène prévu par le présent texte et d'une manière générale par la réglementation en vigueur dans la Colonie ;

Tout indigène convaincu de s'être servi seulement d'un contrat de travail dans lequel il n'est pas partie ou de pièces d'identité ne lui appartenant pas, sans préjudice des autres peines de droit commun qui pourraient être encourues ;

Tout individu qui se sera substitué clandestinement à la personne des travailleurs, qui aura provoqué ou facilité ces substitutions ;

Tout employeur qui aura passé ou tenté de passer un contrat de travail avec un indigène déjà lié à un autre employeur par contrat de travail, à moins qu'il ne soit prouvé que cette dernière circonstance lui était inconnue ;

Tout indigène encore lié par un contrat de travail qui se sera engagé ou aura tenté de s'engager au service d'un autre employeur ;

Quiconque, à l'aide de menaces, violences, dons, promesses, manœuvres frauduleuses ou dolosives aura déterminé ou fait déterminer un ou plusieurs indigènes engagés comme travailleurs à abandonner, pendant le cours de leur engagement, l'exploitation, le chantier, l'atelier ou le service auquel ils étaient attachés ;

Quiconque, à l'aide de menaces, violences, dons, promesses, manœuvres frauduleuses ou dolosives, aura exploité ou fait exploiter la bonne foi d'un ou plusieurs travailleurs indigènes, en vue soit de les amener à contracter des engagements, soit au contraire de les détourner de contracter des engagements de travail, sans préjudice des autres peines de droit commun qui pourraient être encourues de ce chef.

VIII

CONSEIL D'ARBITRAGE.

ART. 57. — Les conseils d'arbitrage connaissent des contestations individuelles ou collectives entre les ouvriers ou employés indigènes et leurs employeurs, relatives aux conventions réglementant les rapports des employeurs et des indigènes employés ou ouvriers, que ces conventions soient contenues dans un contrat ou qu'elles résultent d'un engagement verbal ou de l'usage des lieux.

ART. 58. — Les conseils d'arbitrage sont institués dans les chefs-lieux de district ; ils siègent au chef-lieu, et leur compétence est limitée, en principe, au territoire du district. Toutefois, en cas de nécessité, des arrêtés du Gouverneur Général, pris en conseil d'administration, pourront réunir deux ou plusieurs districts qui seront soumis à la juridiction du même conseil d'arbitrage.

Les conseils d'arbitrage sont créés ou supprimés par arrêté du Gouverneur Général pris en conseil d'administration.

ART. 59. — Le Conseil d'arbitrage est composé :

1° Du chef du district, président, et, en cas d'absence ou d'empêchement, d'un fonctionnaire désigné d'une

manière permanente par arrêté du Gouverneur Général, sur la proposition du procureur général ;

2° D'un colon français assesseur ;

De quatre assesseurs suppléants (deux colons français et deux indigènes) appelés à siéger en cas d'absence, d'empêchement ou de récusation des assesseurs titulaires ;

Un fonctionnaire désigné par le président est attaché au conseil en qualité de secrétaire.

Toutefois, lorsque cela sera possible, le conseil d'arbitrage pourra être présidé par un magistrat désigné par arrêté du Gouverneur Général, sur la proposition du procureur général.

Le président absent, malade, ou empêché, ou en qui se rencontrera soit la cause d'incompatibilité pour parenté et alliance de l'article 63 de la loi du 20 avril 1810 ou la cause de récusation des articles 378 et suivants du Code procédure civile sera remplacé par un magistrat ou un fonctionnaire désigné pour la connaissance de ces affaires par arrêté du Gouverneur Général.

ART. 60. — Les assesseurs français, titulaires ou suppléants, sont élus à la majorité des voix par la Chambre consultative du ressort. Ils devront justifier de la possession de leurs droits civils et politiques avant la première audience, auprès du président. Cette justification, certifiée par le président et le procès-verbal de la Chambre consultative où il a été procédé à l'élection sont inscrits sur le registre du conseil en tête des délibérations.

A défaut de désignation par la Chambre consultative, les assesseurs français sont désignés par le président du tribunal de première instance ou le juge de paix à compétence étendue à la juridiction duquel ressortit le district.

L'ordonnance du juge est inscrite sur le registre des délibérations.

Les assesseurs indigènes titulaires et suppléants sont nommés par arrêté du Gouverneur Général, sur la proposition du procureur général. Ils sont choisis, sur une liste dressée par le Chef de district et comprenant cinq noms d'indigènes qualifiés, âgés de 25 ans au moins,

choisis autant que possible parmi les assesseurs près les tribunaux indigènes.

La durée du mandat des assesseurs européens et indigènes titulaires et suppléants, est fixée à quatre ans.

ART. 61. — Les assesseurs européens et indigènes et leurs suppléants devront prêter serment entre les mains du président ; ils pourront, s'ils n'ont pas leur domicile au chef-lieu du district, prêter serment par écrit.

ART. 62. — Les fonctions d'assesseurs titulaires et suppléants des conseils d'arbitrages sont gratuites. Toutefois, les assesseurs résidant à plus de deux kilomètres du chef-lieu de district, siège du conseil, auront droit aux moyens de transport, ou à une indemnité représentative des frais de voyage, fixée par arrêté du Gouverneur Général.

ART. 63. — Tout assesseur d'un conseil d'arbitrage qui, sans motifs légitimes et après mise en demeure, se refuserait à remplir le service auquel il est appelé, peut être déclaré démissionnaire par le tribunal de première instance où la justice de paix a compétence étendue du ressort sur le vu d'un procès-verbal établi par le président du conseil d'arbitrage et constatant le refus de service. L'intéressé doit être entendu dans ses explications écrites ou verbales.

En cas d'impossibilité soit de constitution soit de fonctionnement du conseil d'arbitrage, par suite du refus de siéger opposé par les assesseurs, le juge de paix sera compétent.

ART. 64. — Tout assesseur qui aura gravement manqué à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions sera appelé devant le tribunal de première instance ou la justice de paix à compétence étendue pour s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés.

L'initiative de cet appel appartient au président du conseil d'arbitrage et au procureur général. L'intéressé, s'il ne peut se déplacer, pourra fournir toutes explications écrites. Dans le délai d'un mois à dater de la convocation, le procès-verbal de la séance de la comparution est adressé par le président du tribunal au procureur général. Les peines ci-après peuvent être prononcées suivant le cas :

La censure, la suspension pour un temps qui ne peut excéder six mois, la déchéance.

ART. 65. — La censure et la suspension sont prononcées par arrêt du Gouverneur Général, après avis du procureur général. La déchéance est prononcée par arrêté du Gouverneur Général en conseil d'administration.

ART. 66. — Tout assesseur qui refuse de siéger, qui donne sa démission ou est déclaré démissionnaire en vertu de l'article 63, ne peut être réélu avant le délai de cinq ans à partir de son refus, de sa démission ou de la décision du tribunal qui le déclare démissionnaire.

ART. 67. — Tout assesseur dont la déchéance a été prononcée ne peut plus être réélu aux mêmes fonctions.

ART. 68. — Le conseil d'arbitrage compétent est celui du lieu de l'exécution du contrat de travail.

ART. 69. — L'action est introduite par une simple lettre de la partie demanderesse adressée au président du conseil d'arbitrage.

Cette lettre est rédigée en français ou en malgache. Il est délivré reçu. Un récépissé postal de la lettre d'envoi peut tenir lieu de reçu.

La lettre de la partie demanderesse doit, afin de pouvoir saisir le conseil d'arbitrage exposer au moins sommairement l'objet de la demande et les moyens à l'appui.

ART. 70. — Dans les deux jours à dater de la réception de la demande, jours fériés non compris, le président cite les parties dans un délai ne pouvant excéder douze jours. La citation est valablement faite par lettre recommandée, par le ministre de tout agent de la force publique ou par un fonctionnaire de l'administration civile commis à cet effet par le président. La citation ou la lettre qui en tient lieu doit contenir la date des jours, mois et an, les noms et profession du demandeur, l'indication de l'objet de la demande, les jour et heure de la comparution.

Copie de la lettre du demandeur est adressée à la partie adverse avec la citation. La citation sera faite à personne ou domicile ; ce domicile sera, pour l'employeur, le siège de son exploitation, et, pour l'indigène, le bureau

ou domicile du mpindidy ou chef de village dans le territoire duquel se trouve l'exploitation.

ART. 71. — Les parties sont tenues de se rendre en personne au jour et à l'heure fixés devant le conseil d'arbitrage. Elles peuvent se faire représenter par un mandataire dûment autorisé.

ART. 72. — Si, au jour fixé par la lettre de convocation, le demandeur ne comparait pas, la cause est rayée du rôle et ne peut être reprise qu'une seule fois et selon les formes imparties pour la demande primitive à peine de déchéance.

Si le défendeur ne comparait pas, défaut sera donné contre lui, et le tribunal statuera sur le mérite de la demande.

ART. 73. — Si les parties comparaissent, le tribunal tentera de les concilier. En cas d'accord des parties, un procès-verbal est rédigé séance tenante qui consacre le règlement à l'amiable du litige. Le procès-verbal de conciliation a valeur authentique, et, pour les obligations qui peuvent y être exécutoires. Dans ce cas, l'exécution en est poursuivie comme en matière de jugement.

ART. 74. — Au cas de non-conciliation, le conseil d'arbitrage devra retenir l'affaire ; il procédera immédiatement à son examen ; aucun renvoi ne pourra être prononcé ; mais le tribunal pourra toujours, par jugement motivé, prescrire toutes enquêtes, descentes sur les lieux et toutes mesures d'information quelconque, notamment par l'intermédiaire des inspecteurs du travail.

ART. 75. — L'audience est publique.

Le président dirige les débats, interroge et confronte les parties, fait comparaître à sa discrétion les témoins cités à la diligence des parties ou par lui-même, dans les formes indiquées à l'article 70, procède à tous constats ou expertises.

La police de la salle d'audience et des débats appartient au président qui est revêtu des pouvoirs attribués aux juges de paix par les articles 11 et 12 du Code de procédure civile.

ART. 76 . — Le conseil, en cas d'absence, d'empêchement ou de refus d'autorisation du mari, peut autoriser la femme mariée à se concilier, à demander ou à défendre devant lui.

ART. 77. — Les assesseurs du conseil d'arbitrage peuvent être récusés :

1° Quand ils ont un intérêt personnel à la contestation ;

2° Quand ils sont parents ou alliés de l'une des parties jusqu'au sixième degré inclusivement ;

3° Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y eu procès criminel ou civil entre eux et l'une des parties ou son conjoint et allié en ligne directe ;

4° S'ils sont patrons, ouvriers ou employés de l'une des parties en cause ;

La récusation sera formée avant tout débat. Le conseil statuera immédiatement. Si la demande en récusation est rejetée, il est passé outre au débat ; si, elle est admise, l'affaire est renvoyée à la prochaine séance, où siégeront le ou les assesseurs suppléants.

ART. 78. — Les débats clos, le conseil délibère immédiatement en secret. Le jugement est rédigé sur l'heure et l'audience reprise pour la lecture ; il devra être motivé.

ART. 79. — La minute du jugement est transcrite par le secrétaire sur le registre du conseil. Elle est signée par le président et le secrétaire.

ART. 80. — La lecture devant le conseil d'arbitrage est gratuite.

Les frais d'enquête, d'expertise, d'expédition de jugement, de transport des assesseurs, les indemnités de déplacement qui pourraient être allouées aux témoins entendus sont fixés par arrêté du Gouverneur Général.

Les citations, procès-verbaux d'enquête, expéditions de jugement sont dispensés de tout droit de timbre et d'enregistrement.

ART. 81. — Le jugement est exécutoire, sauf appel, huit jours après le prononcé du jugement en audience publique, jours fériés non compris. Le jugement peut ordonner l'exécution immédiate nonobstant opposition ou appel et par provision avec dispense de caution jusqu'à concurrence de 300 francs. Pour le surplus, l'exécution provisoire peut être ordonnée à charge de fournir caution.

Copie du jugement, signée par le secrétaire, doit être remise aux parties sur demande. Mention de cette délivrance, de sa date et de son heure est faite par le secrétaire, en marge du jugement.

ART. 82. — L'exécution des condamnations est poursuivie à la requête du secrétaire du conseil dans le délai de huit jours du prononcé du jugement.

ART. 83. — La non-exécution par l'indigène des obligations pécuniaires ou en nature résultant d'un jugement de conseil d'arbitrage le rend passible de la contrainte par corps pour une durée qui n'excédera pas un mois, et qui dans les cas où le conseil estimera nécessaire de l'appliquer, sera fixée par lui dans le prononcé du jugement. Cette non-exécution est constatée par le ministère d'un agent de la force publique ou fonctionnaire de l'administration commis par le président sur simple requête de la partie bénéficiaire. La prise de corps est ensuite ordonnée par le président, à moins que l'employeur ne déclare expressément y renoncer. Les frais de contrainte par corps sont supportés par la Colonie.

ART. 84. — L'assistance judiciaire est accordée de plein droit aux indigènes pour l'exécution des décisions tendant à réparations civiles prononcées à leur profit contre leurs employeurs. A cet effet, en cas de non-paiement, une expédition de la décision définitive, dûment revêtue de la formule exécutoire, sera envoyée par les soins du secrétaire du conseil d'arbitrage à l'huissier commis qui accomplira tous actes de procédure nécessaires pour parvenir au paiement.

L'huissier sera désigné par la décision qui statuera en dernier ressort. En cas d'omission, il sera nommé par simple ordonnance du président de la juridiction qui a statué définitivement. En cas d'absence ou d'empêchement quelconque de l'huissier commis, il sera pourvu à son remplacement de la manière ci-dessus indiquée.

Les frais de poursuite ainsi exposés seront toujours remboursés par la partie qui aura succombé.

ART. 85. — Indépendamment des condamnations civiles, les conseils d'arbitrage pourront appliquer à l'employé indigène, mais en cas seulement de rupture

brusque et injustifiée du contrat, les peines de un à cinq jours de détention et de un à quinze francs d'amende, ou l'une de ces deux peines seulement.

La détention aura un caractère disciplinaire et sera subie dans les locaux réservés aux détenus administratifs.

Ces dispositions seront exécutées par les soins de l'autorité administrative, sur le vu d'un extrait de la décision intervenue.

Si l'auteur de la rupture brusque et injustifiée du contrat est l'employeur, une amende de un à trois cents francs pourra lui être appliquée, indépendamment des condamnations civiles.

Le recouvrement sera opéré par les soins du ministère public comme en matière de simple police.

ART. 86. — Les jugements du conseil d'arbitrage sont définitifs et sans appel lorsque le chiffre de la demande n'excède pas cinq cents francs en capital, quel que soit le nombre des demandeurs ou des défendeurs.

Au-dessus de cinq cents francs, les jugements sont susceptibles d'appel devant la justice de paix à compétence étendue ou le tribunal de première instance ; de même, quel que soit le chiffre de la demande, il pourra toujours être fait appel de la partie de la décision ayant prononcé les sanctions prévues à l'article 85. Le taux des demandes reconventionnelles est sans effet sur la compétence.

ART. 87. — L'appel est interjeté dans les formes indiquées à l'article 89 et dans les huit jours qui suivent la lecture du jugement. Il est fait entre les mains du président ou du secrétaire du conseil.

L'appel est transmis par le président, son suppléant, ou, à défaut, le secrétaire du conseil, dans la huitaine de la déclaration d'appel, à la justice de paix à compétence étendue ou au tribunal de première instance du ressort avec une expédition du jugement et des lettres déposées par les parties en première instance et en appel.

Mention de l'appel est faite par le secrétaire en marge du jugement.

Le tribunal d'appel juge sur pièces. Le jugement est rendu obligatoirement dans le mois de l'arrivée des pièces au tribunal d'appel.

ART. 88. — Si le défendeur fait défaut en première instance, il est passé outre, comme il est dit à l'article 72.

Signification du jugement est faite, dans les formes de l'article 70, sans frais, à la partie défaillante, par le secrétaire du conseil ou par un agent de l'administration commis spécialement à cet effet par le président.

Si, dans les huit jours après la signification, le défaillant ne fait pas opposition au jugement, dans les formes prescrites à l'article 69, le jugement est immédiatement exécutoire. Sur opposition, le président convoque à nouveau les parties comme il est dit à l'article 70 ; le nouveau jugement, nonobstant tout défaut, est immédiatement exécutoire.

ART. 89. — Les conseils d'arbitrage sont sous la surveillance directe du procureur général. Après chaque audience, les notices lui sont adressées par le président du conseil d'arbitrage, ou, à défaut, par le secrétaire.

Le procureur général a, dans tous les cas, le droit d'interjeter appel de toute décision rendue et dans un délai d'un mois à dater du jour de la réception des notices, au parquet général. Cet appel est adressé par simple lettre au président de la juridiction dont émane la décision attaquée.

ART. 90. — Le Gouverneur Général pourra, par arrêté pris en conseil d'administration, réglementer la procédure, et, généralement, prendre toutes les mesures complémentaires en vue d'assurer le fonctionnement des conseils d'arbitrage et l'exécution de leurs décisions.

ART. 91. — Sont abrogés toutes dispositions contraires au présent décret et, notamment, le décret du 10 juin 1921 portant réorganisation des conseils d'arbitrage du travail indigène à Madagascar.

ART. 92. — Le Ministre des Colonies et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 22 septembre 1925.

Fait à Rambouillet, le 22 septembre 1925.

Signé : Gaston DOUMERGUE.

Le Ministre des Colonies,

Signé : André HESSE.

Le Garde des Sceaux,

Ministre de la Justice,

Signé : T. STEEG.

ANNEXE II

DECRET relatif à l'exécution de travaux d'intérêt général à Madagascar par des travailleurs prélevés sur la deuxième portion du contingent indigène (A. G. promulg. du 27 novembre 1926).

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Ministre des Colonies ;
Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;
Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897 ;
Vu le décret du 4 décembre 1919 relatif au recrutement des troupes indigènes de Madagascar et dépendances ;

Vu l'article 99 de la loi du 1^{er} avril 1923 sur le recrutement de l'armée.

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les hommes de la deuxième portion du contingent indigène de Madagascar et dépendances qui restent dans leurs foyers à la disposition de l'autorité militaire, au titre de l'armée active, pendant trois ans, peuvent être convoqués au cours de cette période, par arrêté du Gouverneur Général pour participer à l'exécution des travaux d'intérêt général, nécessaires au développement économiquement de la colonie, tout en restant soumis aux obligations militaires définies à l'article 9 du décret du 4 décembre 1919.

ART. 2. — Ils ne pourront être maintenus dans la situation ci-dessus au delà de la date fixée pour le passage de leur classe dans la réserve.

ART. 3. — Les dispositions des articles 33 et 34 du 4 décembre 1919 sont applicables aux hommes classés dans la deuxième portion qui se rendrait coupables des faits prévus par ces articles pour se soustraire aux obli-

gations mentionnées à l'article premier du présent décret.

ART. 4. — Les dates de convocation, les dispenses, les sursis, les congés, le régime de solde, les renvois par anticipation ainsi que toutes les modalités d'application du présent décret sont déterminés par arrêté du Gouverneur Général, pris en conseil d'administration et soumis à l'approbation du Ministre des Colonies ; en ce qui concerne les sanctions disciplinaires, elles feront l'objet d'une réglementation prise dans les mêmes formes et analogue à celle prévue pour la garde indigène.

ART. 5. — Le temps pendant lequel les hommes de la deuxième portion auront été convoqués dans les conditions prévues à l'article premier du présent décret, ne compte pas comme service militaire effectif et ne donne droit, en aucun cas, à une pension militaire.

ART. 6. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 juin 1926.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la république :

Le Ministre des Colonies,

LÉON PERRIER.

ANNEXE III

RAPPORT au Président de la République française.

Paris, le 21 août 1930.

Monsieur le Président,

La convention sur l'esclavage et le vote par la 14^e conférence internationale du travail, d'une convention sur le travail obligatoire donnent une importance toute spéciale à la réglementation, dans nos diverses possessions, de l'emploi de la main-d'œuvre obligatoire.

Le Gouvernement français, tant dans ses réponses au questionnaire arrêté par la 12^e conférence internationale du travail qu'au cours des travaux de la 14^e assemblée de cet organisme, a fait connaître de la façon la plus claire son point de vue, en la matière et les directives dont il entend s'inspirer. La position française au regard du problème du travail obligatoire peut se résumer ainsi : volonté formelle d'une suppression progressive de ce mode de travail ; maintien temporaire des réquisitions de travailleurs pour les seuls travaux publics ; distinction précise entre le travail obligatoire public et les devoirs militaires incombant, dans certains cas, à différents éléments de la population, ainsi que les obligations fiscales frappant les habitants ; respect des traditions locales et observation rationnelle des conditions démographiques et sociales dont seules les autorités coloniales sont à même de déterminer l'incidence.

Ces considérations, dictées par une expérience séculaire, ont conduit le Gouvernement français à considérer qu'il eût été préférable que la convention adoptée à Genève, en juin dernier, revêtît plutôt la forme d'un énoncé de principes généraux que celle d'une réglementation détaillée.

La conférence internationale du travail n'a pas cru possible de se rallier à cette manière de voir. Elle a voté un texte qui, tout en contenant par ailleurs des dispositions fort heureuses, soulève de notre part plusieurs objections dirimantes .

Certains articles de la convention portent atteinte à nos droits souverains (tel est le cas de celui qui vise l'emploi du 2^e contingent militaire) ou sont en contradiction évidente avec la situation actuelle de telle ou telle de nos possessions. Ainsi s'expliquent les raisons qui n'ont pas permis aux délégués gouvernementaux français à la conférence d'adhérer au projet de convention et qui les ont conduits à formuler des réserves. Du reste, les termes mêmes de la déclaration faite à ce sujet par la délégation gouvernementale française, fixent notre position au cours des débats qui ont eu lieu à Genève.

En déclarant adhérer pleinement aux conceptions humanitaires dont s'inspire ladite convention, en affirmant que « quoi qu'il advienne du projet en question, nous continuerons sans hésitation notre action dans le même sens, réglant sur le mode le plus rapide qui lui paraîtra réalisable, l'application des mesures particulières », la France a fait savoir qu'elle restait fidèle au libéralisme de sa tradition coloniale.

Dans cet esprit, j'ai préparé un projet de décret portant réglementation du « travail obligatoire public » dans les possessions d'outre-mer relevant de mon administration et où il reste indispensable d'y recourir pendant un certain temps encore. Ce texte cadre avec le plan d'ensemble de toute notre politique indigène, en même temps qu'il dégage, avec netteté, les principes généraux contenus dans les réglementations et les instructions en application dans nos grandes colonies.

Il m'a paru nécessaire, après avoir rappelé le caractère transitoire de l'emploi du travail obligatoire, parmi les populations que leur statut n'en exempte pas, préciser, dans une courte définition, quels étaient les travaux pour fins publiques devant faire l'objet de cette réglementation spéciale.

Il ressort du projet de décret qui vous est soumis que, en particulier, les obligations découlant de la législation militaire, les appels annuels de la deuxième partie du contingent dans certaines de nos possessions ou celles nées des lois fiscales, et, plus spécialement, les prestations, doivent rester en dehors de la réglementation envisagée.

L'article 5 laisse aux autorités locales le soin de compléter la réglementation en vigueur en fixant, par arrêtés, les modalités d'application pratique du projet de décret, compte tenu des besoins et des contingences spéciales à chacune de nos possessions lointaines.

S'il n'est pas possible de songer, pour l'heure, à une suppression désirable, s'il s'agit de prévoir une période transitoire dont il est difficile de fixer l'échéance, il est de notre devoir de veiller, par une série de mesures appropriées, à ce que ces appels ne constituent pas un trop lourd fardeau pour les assujettis. Il faut, en outre, que ces travaux soient comme de véritables chantiers d'application d'où les indigènes puissent sortir mieux armés pour l'effort que les progrès de la civilisation réclament d'eux.

Tel est l'objet auquel répond le projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction et qui marque une nouvelle étape de l'organisation rationnelle des conditions du travail, dans celles de nos possessions encore insuffisamment évoluées.

Le Ministre des Colonies,
François PIÉTRI.

Le Président de la République française,
Vu les articles 7 et 18 du sénatus-consulte du 5 mai 1854 ;
Sur le rapport du Ministre des Colonies,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies et pays de protectorat relevant du ministère des colonies et autres que

la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, les autorités compétentes pourront, en attendant la suppression totale de ce mode de travail et pendant une période dont la cessation sera fixée, par décret, pour chaque groupe de colonies ou colonie, avoir recours, pour des fins d'intérêt public, au travail obligatoire, dans les conditions déterminées par le présent décret.

ART. 2. — Le terme de « travail public obligatoire » désigne tout travail ou tout service exigé d'un individu, pour l'exécution duquel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré, en dehors des travaux ou services résultant de ses obligations fiscales ou militaires ou de l'exécution d'une peine de droit commun.

Ne sont pas soumis aux prescriptions du présent décret :

1° Les appels de main-d'œuvre obligatoire nécessités par des cas de force majeure, à savoir : la défense du territoire, les sinistres et, d'une manière générale, toutes les circonstances mettant en danger les conditions d'existence de l'ensemble ou d'une partie de la population ;

2° Les travaux de village consacrés par la coutume de la collectivité intéressée et faisant partie des obligations normales de la vie de la communauté.

ART. 3. — Les autorités habilitées à autoriser le recrutement de travailleurs pour des travaux obligatoires destinés à des fins publiques sont, dans les gouvernements généraux, le Gouverneur Général, sur avis conforme du conseil de gouvernement ou, en cas d'urgence, de la commission permanente, et, dans les colonies autonomes, le gouverneur, sur avis conforme du conseil d'administration. Les gouverneurs généraux pourront, sur avis conforme du conseil de gouvernement et, en cas d'urgence, de la commission permanente, autoriser, par arrêté, les résidents supérieurs ou les lieutenants gouverneurs à recourir au travail public obligatoire. Les gouverneurs, dans les colonies autonomes où il est encore fait appel au travail obligatoire, et les résidents supérieurs ou lieutenants gouverneurs, dans les colonies groupées en gouvernements généraux, pourront, de leur côté, sur avis conforme du conseil d'administration de la colonie, autoriser les autorités subalternes à faire des

appels de main-d'œuvre obligatoire dans les limites des cas prévus par les règlements en la matière.

ART. 4. — L'emploi du travail obligatoire pour des fins publiques est et demeure subordonné, dans tous les cas, à l'impossibilité d'un recours suffisant à la main-d'œuvre libre.

ART. 5. — Les gouverneurs généraux et gouverneurs devront, dans un délai de six mois après la promulgation du présent décret, soumettre à l'approbation préalable du ministre des projets d'arrêtés réglementant le recours au travail obligatoire dans leur colonie et portant sur les points suivants : recrutement des travailleurs appelés à exécuter un travail public obligatoire ; durée des appels ; conditions d'adaptation, d'éducation et de maintien moral ; conditions du travail (salaires, heures de travail, surveillance, droit de requête) ; hygiène, alimentation et sécurité ; rapatriement.

ART. 6. — Les gouverneurs généraux et gouverneurs soumettront également à l'approbation du ministre dans le même délai, des projets d'arrêtés codifiant, pour leurs colonies la réglementation sur le transport du personnel et du matériel administratif par voie de réquisition de main-d'œuvre.

ART. 7. — Il ne pourra être institué de cultures obligatoires que dans les formes et suivant les règles prévues à l'article 3 et seulement dans le cas de lutte contre la disette ou pour des fins d'enseignement agricole expérimental.

ART. 9. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 août 1930.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,
François PIÉTRI.

BIBLIOGRAPHIE

1. *Journal officiel de la Colonie de Madagascar et dépendances.*
2. **Arthur Girault.** — *Principes de colonisation et de législation coloniale*, 5^e édition, pages 235-299.
3. *La quinzaine coloniale*, n^o 10 août 1929 et suivants.
4. **Général Gallieni.** — *Madagascar de 1896 à 1905.*
5. **Roux.** — *Essai sur le régime et la réglementation de la main-d'œuvre indigène à Madagascar*, (Thèse, Montpellier, 1904).
6. **Jacquier.** — *La main-d'œuvre locale à Madagascar*, (Thèse, Paris, 1904).
7. **B. Raynaud.** — La protection légale des travailleurs coloniaux (*Revue éc. inter.*, décembre 1921-novembre 1923).
8. *La main-d'œuvre aux colonies*, 3 volumes, Bibliothèque coloniale internationale.
9. **Jean Goudal.** — Esclavage et travail forcé (*Revue de droit international public*, 1929).
10. **P. Delteil.** — *Le fokon'olona (Commune malgache et les conventions de fokon'olona).*
11. **You et Gayet.** — *Madagascar, colonie française*, pages 454-479, 1931.
12. **Cahuzac.** — *Essais sur les institutions et le droit malgaches*, 1900.
13. **Julien.** — *Institutions politiques et sociales de Madagascar*, 1908.
14. **André.** — *Condition de l'esclave dans la société malgache*, 1899.
15. **Nouet.** — Ne convient-il pas de supprimer cette forme

de travail forcé qui est la corvée? (*Congrès de sociologie coloniale*, tome 1^{er}).

16. **Gamon.** — *Code annoté de la législation et Dictionnaire de la réglementation de Madagascar*, 1906.
 17. **Dareste, Appert, Legendre.** — *Recueil de législation, de doctrine et de jurisprudence coloniales.*
 18. **Ozoux.** — *Droit pénal indigène.*
 19. **E. Pain.** — *Thèse*, Poitiers, 1910.
 20. **Leblond (M. et A.).** — *La Grande Ile de Madagascar*, 1907.
-

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE

LES DEBUTS

<i>Section I. — Vers le travail libre</i>	7
<i>Section II. — Les travaux de fokon'olona</i>	22
<i>Section III. — Immigration et émigration</i>	26

DEUXIEME PARTIE

LA PERIODE CONTEMPORAINE

<i>Section I. — Le retour au travail réglementé</i>	31
<i>Section II. — Les travaux de fokon'olona</i>	36

TROISIEME PARTIE

LA PERIODE ACTUELLE

<i>Section I. — Le travail réglementé</i>	41
<i>Section II. — Les travaux de fokon'olona</i>	65
<i>Section III. — Immigration et émigration</i>	69
<i>Section IV. — L'utilisation de la seconde portion du contingent</i>	71
<i>Section V. — Le travail forcé</i>	86

QUATRIEME PARTIE

CONCLUSIONS

Annexe I. — Texte du décret du 22 septembre 1925	103
Annexe II. — Texte du décret du 3 juin 1926	128
Annexe III. — Texte du décret du 21 août 1926	130
Bibliographie	135

Vu : Le Doyen,
H. BERTHELEMY

Vu et approuvé,
Ce 9 avril 1932,
R. MAUNIER

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY

Les Editions Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris.
